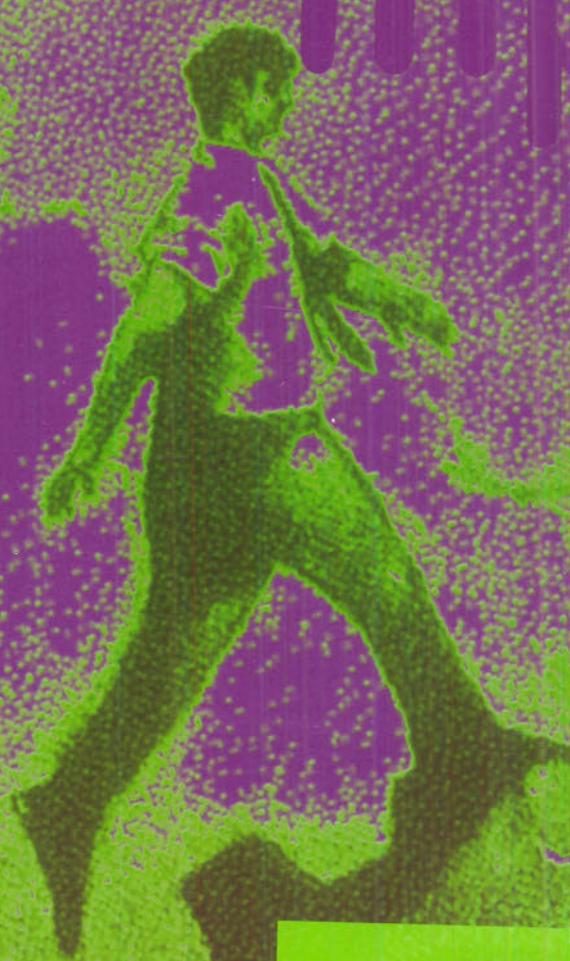


# inprecor



**Egypte**  
*Mobilisations paysannes*

**Rwanda**  
*Trois ans  
après le génocide*

**Chine**  
*L'éléphant dans la piscine*

**Union européenne**  
*Sommet dangereux  
à Luxembourg*

*Dossier*  
**Etat espagnol**  
*Où va Izquierda Unida ?*

# Sommaire

## Union européenne

*Un sommet rétrograde et dangereux* François Vercammen **3**

## France

*Grèves des routiers* Dominique Mezzi **5**

## Les nôtres

*Roberto McLean Torres* **7**

## Egypte

*Mobilisations paysannes et action de solidarité* Entretien **8**

## Ukraine

*Lettre d'Ukraine* Roman Kondakov **10**

## DOSSIER : Etat Espagnol - Où va IU ?

*Entretien avec Julio Anguita* Document **12**

*Crise dans IU :*

*Une rupture nécessaire ?* Jaime Pastor **14**

*Sur la crise d'IU* Paco Fernandez Buey **18**

## Rwanda

*Trois ans après le génocide* Alain Mathieu **22**

## Chine

*L'éléphant dans la piscine* Livo Maitan **27**

**Index de l'année 1997** **31**

**Notes de lecture** **36**

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secretariat unifié de la  
IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas  
nécessairement le point de vue  
de la rédaction.

Editée par la PÉCI Sarl au capital de  
50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11,  
France.

Tél. : (33-1) 43 79 29 60

Fax : (33-1) 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Gérant et directeur de publication :

Jean Malewski

C.P. n° 59117. ISSN 1 0294-8516

### Conception et maquette :

Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex.

Diffusé dans les librairies par

DIF<sup>o</sup> POP<sup>o</sup> SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

## Abonnement

(11 numéros par an)

<b>France - DOM-TOM - Europe</b>	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
<b>Afrique du Nord - Moyen-Orient</b>	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
<b>Afrique - Amériques - Asie</b>	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
<b>Pli fermé France - Europe</b>	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PÉCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement   
Réabonnement

- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (600 FF, 1 an)
- « **Lecteurs solidaires** » (150 FF, 6 mois)
- « **Découvrir INPRECOR** » \* (75 FF, 3 mois)

\* Réservé aux nouveaux abonnés

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Un sommet rétrograde et dangereux

Par  
François Vercammen

**Le sommet extraordinaire sur l'emploi vient de se tenir à Luxembourg. L'événement social de l'année en Europe a eu lieu. L'establishment de l'UE affiche des mines souriantes. La Confédération européenne syndicale (CES) est contente parce qu'elle est parvenue à rassembler 30 000 personnes dans les rues de Luxembourg. Les chefs de l'Union européenne (UE) sont contents et se félicitent d'avoir mis en place une politique coordonnée contre le chômage. Promesse tenue depuis Amsterdam. Quant aux 18 millions de chômeurs et 80 millions de pauvres, on n'a pas vu leurs mines, car on ne les montre pas à la télé. Gageons qu'ils se reconnaissent aisément dans le slogan des Euromarchés : « qui sème la misère, récolte la colère ».**

Ce sommet de Luxembourg fut un véritable casse-tête pour les dirigeants de l'UE. Rappelons qu'ils l'avaient promis, en juin 1997, à Amsterdam — en catastrophe et à la dernière minute — devant les résultats calamiteux de leur Sommet. Celui-ci devrait couronner, avec faste, un processus constitutionnel, entamé à Turin en février 1996, pour montrer une UE dynamique et unie, en voie de démocratisation et d'expansion. Mais, tant sur le plan des institutions que sur celui de l'élargissement vers l'Est, la situation fut totalement bloquée. Certes, il y avait un succès et de taille : le pacte de stabilité (budgétaire) fut adopté, dégageant le dernier obstacle institutionnel au sein de l'UE vers l'instauration de l'Union monétaire. Le chapitre emploi (éternel annexe des traités) fut à cette occasion incorporé dans le texte même du traité d'Amsterdam. La possibilité s'ouvrait d'une certaine coordination des politiques d'emploi entre les gouvernements de l'UE (réunis en « Conseil européen »). En fait, il ne fallait pas un amendement au traité pour ce faire. Par contre, ce qui est nouveau, c'est que la politique de l'emploi a comme concept et objectif central, « l'employabilité » de la main-d'œuvre, l'inadaptation de celle-ci aux besoins du marché devenant ainsi la « cause » du chômage. Ces exercices stylistiques du traité d'Amsterdam furent manifestement insuffisants pour une opinion publique et des secteurs du mouvement syndical en alerte depuis Renault-Vilvorde. C'est ainsi que dans une ambiance tendue et quelque peu désespérée, les chefs de gouvernement avaient concédé un sommet extraordinaire sur l'emploi en novembre au Luxembourg.

Juin-novembre : 5 mois qui jettent une lumière instructive sur le mode de fonctionnement et partant le sens de l'UE.

### Un résultat calamiteux

Le 21 novembre les chefs d'État et de gouvernement viennent de conclure leur premier exercice de ce qui est appelée pompeusement une « stratégie coordonnée pour l'emploi ».

Mais ce n'est pas de lutte contre le chômage qu'il s'agit mais d'une pression convergente vers une flexibilisation accrue

du marché du travail. La défense du modèle social européen se fera sous le signe de l'américanisation !

Il y a quatre « lignes directrices » (insertion professionnelle, esprit d'entreprise, adaptation des entreprises et des travailleurs, égalité des chances).

La première, et la plus importante, est celle qui veut améliorer « la capacité d'insertion professionnelle ». Le terme d'origine anglaise « employabilité » est ainsi remplacé dans la version française du texte (quelle victoire pour Jospin !). Il s'agit de donner « un nouveau départ » par une formation aux jeunes, avant qu'ils n'atteignent six mois de chômage, et aux « adultes », avant qu'ils n'atteignent les douze mois, sous forme de formation professionnelle, de reconversion, d'expérience personnelle. Dans les 5 ans qui viennent, 20 % de chômeurs devraient être ainsi concernés. On touche certainement une fibre sensible surtout chez les jeunes (et éventuellement leurs parents) : l'école et la formation sont, dans l'histoire quelque peu mythifiées comme les seules voies de mobilité sociale au sein du monde du travail. Il y a quelques problèmes. D'abord, comment ces 3 à 4 millions de chômeurs-UE vont-ils trouver un emploi dans les 5 ans qui viennent, alors que l'économie les supprime au lieu d'en créer ? Ensuite, sur ce plan de la création d'emploi, il n'y a ni norme quantifiable ni obligation « légale », ni échéance (comme c'est le cas pour les critères budgétaires).

Il est d'ailleurs douteux que cela soit souhaitable dans l'UE actuelle. Deux économistes de la Générale de banque (de Belgique) viennent de se prononcer en faveur d'une norme obligatoire de chômage car elle « pourrait donner un appui à des pouvoirs publics nationaux relativement faibles pour qu'ils prennent des mesures d'amélioration du fonctionnement du marché du travail » (P. Praet, G. Verfaillie, *Financieel Economische Tijd*, 22 novembre). En effet, la résolution de Luxembourg place cette politique pour l'emploi dans le cadre tout à fait néolibérale de priorité au marché. Elle vise à « inciter les chômeurs à réellement chercher et accepter un emploi ou une formation ». Ce bout de phrase renvoie à une idée-force du blairisme : « la société est basée non pas sur les droits mais sur les

devoirs ». Mais aussi à des « directives » insistantes quoique non-obligatoires de l'OCDE qui veut réduire ou supprimer les allocations de chômage. Ce qui est cohérent avec une autre idée : baisser les bas salaires (en supprimant le salaire minimum garanti), augmenter les hauts salaires et, plus généralement, augmenter le salaire disponible en diminuant le « coût du travail » pour les patrons, c'est-à-dire le salaire indirect. Ce qui à son tour minerait la sécurité sociale.

La troisième « ligne directrice » porte précisément sur la réorganisation du marché du travail « afin de rendre les entreprises productives et compétitives ». Le sommet du Luxembourg invite « les partenaires sociaux » à s'engager dans la voie contractuelle et à conclure des accords sur « l'annualisation du temps de travail, la réduction du temps de travail et des heures supplémentaires, le développement du temps partiel, la formation tout au long de la vie et les interruptions de carrière ».

La première et la troisième « ligne directrice » forment un tout cohérent. On y reconnaît aisément le « modèle » hollandais, l'estampille de Blair et le programme électoral de Kohl (pour les parlementaires en 1998). Elles acquièrent une légitimité, que les gouvernements nationaux ne manqueront pas d'exploiter.

## Social-démocratie, CES : lamentables !

Mais oui, il est aussi fait mention, dans cette déclaration, de la durée du temps de travail et des heures supplémentaires — juste assez pour permettre à Jospin de sauver la face. Mais c'est uniquement dû à la seule pression du gouvernement français ! Lâché par la social-démocratie européenne, Jospin n'a reçu aucun appui du mouvement syndical européen. A aucun moment, la social-démocratie politique et syndicale n'a mis en œuvre un plan d'action, autonome vis-à-vis des patrons, des gouvernements et des institutions de l'UE, avec ses revendications propres, une campagne de sensibilisation dans tous les pays-membres. Et pourtant, ils avaient revendiqué ce sommet du Luxembourg. Ils l'ont eu. Ils en avaient eux-mêmes épinglé l'importance. Ils n'ont rien su en faire, à part courber l'échine. Ce lamentable échec a à peine été caché par la manifestation de Luxembourg, « symbolique », qu'une partie de la CES a sabotée.

C'est un scénario connu, mais cynique qui a été mis en œuvre. Dès le 13 septembre, l'Ecofin (le conseil des ministres de l'économie et des finances, le véritable gouvernement économique de l'UE) annonce la couleur, lors d'une réunion « informelle » (!) : le sommet d'avril-mai 1998 ne déterminera pas seulement qui seront les pays-membres de l'euro, mais

fixera aussi « irrévocablement », avec 8 mois d'avance, les parités entre leurs monnaies. Deux semaines plus tard, l'Institut monétaire européen fixe les modalités de fonctionnement du système-euro, affirmant notamment la prépondérance de la Banque centrale européenne. Et le 9 octobre, — exercice pratique —, la Bundesbank remonte son taux d'intérêt. Les autres banques centrales suivent. Cela converge. Du point de vue de la situation économique (qui commence à se redresser quelque peu), le « timing » semble absurde. Pas du point de vue politique. Tous les acteurs préparent le sommet de Luxembourg. Et c'est le 10 octobre que Jospin compte réunir patrons et syndicats pour leur présenter son projet sur la réduction du temps de travail, qui s'avèrera être une loi sur les 35 heures sans perte de salaire à échéance de l'an 2 000. Consternation en France et ...en Europe ! L'emmerdeur de Malmö récidive, alors qu'il s'était calmé à Amsterdam.

Dans ce contexte, la Commission joue son rôle traditionnel : communautaire (c'est-à-dire au-dessus des divisions nationales) et progressiste-social. Le 1er octobre, c'est-à-dire à la veille de la signature officielle du traité d'Amsterdam, elle publie une déclaration qui propose de créer en 5 ans 12 millions d'emplois pour ramener le taux de chômage à 7 %, et, en allant dans les détails, avance des chiffres pour mettre des jeunes au travail, dans une formation etc. Bien entendu, la réduction du temps de travail n'y figure pas. Les modalités pour appliquer cette déclaration impliquent le respect des critères budgétaires (pacte de stabilité !) et de ce fait ne peuvent aboutir qu'à la flexibilisation du marché du travail. Mais l'effet d'annonce a joué. La Commission sauve la mise et le traité d'Amsterdam.

Ce vacarme prendra de l'allure dès lors que le patronat français choisit l'affrontement avec le gouvernement Jospin sur les 35 heures. Et que le gouvernement italien, à son tour, adopte une déclaration qui promet (sous condition d'un accord des partenaires sociaux italiens) une loi sur les 35 heures (sans parler du salaire) pour le début du siècle prochain. L'idée d'une réduction radicale du temps de travail par une loi et à échéance rapprochée est lancée dans toute l'Europe. Les militants et des secteurs de l'appareil syndical s'en saisissent dans plusieurs pays. Les organisations patronales se déchainent (verbalement) dans les pays-membres de l'UE. Hélas, on ne peut dire la même chose des partis sociaux-démocrates, des organisations syndicales nationales et de la CES qui est censée « regrouper » celles-ci. Ici on ne crie pas, on chuchote !

La CES avait justement organisé, le 2 octobre, une conférence d'étude sur « les nouvelles voies de la politique du temps de travail », totalement dans le sillage de

la déclaration de la Commission. Au point que des journalistes, avaient conclu à l'abandon de la revendication des 35 heures. Rectificatif de la CES : « nous continuons à y croire ». Ouf !

Cette croyance n'empêchera pas la CES de signer avec l'UNICE (son homologue patronal), la veille du sommet de Luxembourg (17 novembre), une déclaration où toute référence à la RTT manque. Comment s'en étonner, dès lors que la CES et ses organisations syndicales membres, n'ont pas publié la moindre déclaration de soutien aux 35 heures, ni aux routiers français. Reflétant bien cette atmosphère de gêne et de perplexité, le Parlement européen (qui aime à se draper des mêmes oripeaux que de la Commission, « internationaliste » et progressiste) avait, lui aussi, enlevé les objectifs chiffrés de la Commission et par une courte majorité rejeté les 35 heures. Une bonne partie des députés socialistes s'absentant ou votant contre !

Et la social-démocratie, le Parti des Socialistes européens dans tout cela ? Il s'est réuni le 20 novembre (pendant la manifestation de la CES !). Il y avait là 8 des 15 chefs de gouvernements de l'UE présents. Qu'est-ce qu'ils pouvaient dire d'autre de ce qu'ils allaient faire le lendemain : pousser à la flexibilisation du marché du travail. La majorité des membres de la Commission ont une carte PS en poche. Et en même temps, l'écrasante majorité des dirigeants européens et nationaux de la CES et ses organisations sont membres ou liés à la social-démocratie.

De cet ensemble devrait sortir un énorme contrepoids à la politique néolibérale, et un instrument pour sensibiliser et mobiliser les travailleurs. C'est l'inverse qui se passe. Ils sont eux-mêmes au cœur et à la tête de la politique néolibérale — par conviction, résignation, ou adhésion, peu importe.

Le problème de l'alternative face à l'UE n'est donc pas une question institutionnelle : qu'il y ait vote unanime ou vote qualifié au sein du Conseil des ministres ; que la Commission ait plus de pouvoir que le Conseil ou pas, et celui-ci plus ou moins que le Parlement, ne change rien à l'affaire. Tous sont aujourd'hui des adversaires de l'Europe sociale. Il ne s'agit pas de changer de règles institutionnelles, mais de politique. Et pour cela, c'est le rapport de forces hors institutions, sur le terrain, qu'il faudra changer. Les 35 heures de Jospin sont le produit du mouvement social de novembre-décembre 1995. Il faut élargir la brèche, ailleurs, à commencer dans d'autres pays. L'inquiétude qui monte, y compris dans les appareils, et la colère qui gronde à la base (la manifestation l'a montré), ne suffisent pas, pour le moment. Mais c'est là que réside l'espoir. ■

# Grèves des routiers : Une dynamique de grèves européennes

Par  
Dominique Mezzi

**Pour la troisième fois en quelques années (1992-1996-1997) les routiers français ont paralysé l'économie du pays. Ils ont cette fois provoqué une contre-mobilisation agressive des gouvernements et des bourgeoisies européennes devant cet exemple « encombrant », à dynamique de généralisation.**



Cette fois, la grève de novembre 1997 des salariés de la route n'a duré qu'une semaine (du 2 au 8 novembre). Mais elle était préparée depuis plusieurs jours sous la forme d'un ultimatum pour la mise en place de barrages, à partir de 22h le dimanche 2 novembre, au cas où les négociations salariales entamées n'aboutiraient pas. La grève s'est terminée par un protocole d'accord salarial signé exclusivement par le syndicat majoritaire CFDT (Confédération française démocratique du travail) et par le patronat. Les autres syndicats (notamment CGT et Force ouvrière) ne l'ont pas signé, voire, surtout pour FO (Force ouvrière), le dénoncent comme une

trahison de la CFDT dirigée par Nicole Notat. Or, la branche route de la Fédération générale des transports équipements (FGTE) de la CFDT n'est pas animée par des syndicalistes partisans de Notat. De plus, la fédération elle-même (qui comprend aussi les cheminots et le transport aérien) est située clairement et majoritairement dans l'opposition à la ligne de la direction Notat CFDT, dont on sait qu'elle avait combattu le mouvement social de décembre 1995 et qu'elle cherche depuis 1996 à récupérer à son profit l'énorme capital de sympathie que les routiers ont acquis dans l'opinion publique.

Les polémiques intersyndicales (le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, se distingue même par des propos orduriers et machistes répétés, insultant Nicole Notat, et cherchant à récupérer le salariat masculin et droitier, voire sympathisant du Front national) qui se

développent après ce conflit ne sont pas sans rapport avec les prochaines élections de conseillers prud'homains (vieille institution française chargée de régler les litiges entre patrons et salariés), qui concerneront 14 millions de salariés du secteur privé le 10 décembre 1997 et seront à ce titre décisives pour la représentativité syndicale. Mais elles témoignent aussi d'une difficulté plus grande dans cette nouvelle grève à mobiliser aussi massivement qu'en 1996, à construire et préserver les conditions de l'unité jusqu'au bout, et d'une faiblesse de la démocratie syndicale dans les prises de décisions collectives. La FGTE-CFDT a d'ailleurs établi un bilan du conflit qu'elle envoie à ses syndicats et qui est pour partie autocritique. On lira aussi à ce sujet, dans Rouge du 13 novembre l'interview de Claude Debons, secrétaire général adjoint de la FGTE, responsable à l'action revendicative (et porte-parole de « Tous ensemble », regroupement de syndicats opposés à Nicole Notat).

Tous ces éléments brouillent la fin de la grève de 1997, qui se termine, contrairement à celle de 1996, par la division et des interrogations dans tout le syndicalisme, sur la portée des acquis revendicatifs et sur les stratégies syndicales adoptées. Interrogations d'autant plus vives que le débat sur les « restructurations » syndicales est devenu permanent et que ce conflit était le premier conflit de grande ampleur depuis l'arrivée au pouvoir d'une majorité de gauche. Le jugement sur l'intervention du gouvernement est donc lui aussi scruté à la loupe.

Pour autant, il convient d'examiner la portée réelle de cette grève, en France et en Europe, dans le contexte particulier d'une branche professionnelle, le transport routier de marchandises (TRM), qui a connu un développement fulgurant ces dernières années (plus de 70 % du tonnage transporté par voie terrestre). Cette branche présente la caractéristique d'être à la fois au centre du dispositif libéral de production capitaliste et du développement des profits dans l'industrie travaillant à flux tendus, et en même temps d'être aux conditions du « Moyen âge » du point de vue du droit social ou du respect élé-

mentaire des acquis sociaux enregistrés dans le Code du travail. Les deux vont d'ailleurs de pair, dans une sorte de développement inégal et combiné, mêlant archaïsme social et syndicalisation rapide, sur fond d'industrialisation poussée de l'acheminement des marchandises entre centres urbains en Europe (pour les grands magasins de vente ou pour l'industrie).

Comme le résume Patrick Hamelin, sociologue, spécialiste du secteur, les routiers « sont les régulateurs, en temps réel, du non ajustement entre les cycles des activités économiques qu'ils relient. Pour cela, ils ajustent constamment la durée et la technologie des opérations qu'ils doivent effectuer, pour mener à bien la suite des transports qu'ils doivent effectuer » (article paru dans l'ouvrage collectif coordonné par Claude Debons et Joël Le Coq : « Les raisons de la colère », éditions de l'Atelier).

## Développement inégal et combiné

Ce n'est pas le moindre paradoxe des conflits des routiers. Leurs mouvements portent sur des exigences élémentaires, souvent acquises, au moins sur le papier, dans le reste du salariat, mais absolument pas reconnues pour eux. Partant de mesures très simples, ces grèves dénoncent tous les abus du capitalisme lorsqu'aucun frein ne vient réglementer son appétit, et cette dénonciation acquiert d'emblée une dimension anticapitaliste internationale. Un secteur réputé arriéré, avec beaucoup de soi-disant « artisans » ou petits patrons, se révèle être un rouage essentiel de la société « moderne », et entre d'un seul coup dans la prise de conscience qu'il fait partie du salariat au sens large, qu'il peut en quelques jours paralyser l'économie, et donner des idées de coordination des revendications et des luttes dans les pays d'Europe.

C'est bien ce qui s'est produit avec la grève des routiers de l'État espagnol au printemps 1997, dans la foulée de celle des Français de novembre 1996. De même que les syndicats européens du secteur

ont appelé à une grève européenne en mai 1997, pour exiger des mesures de protection sociale contre le dumping généralisé qui se profile en 1998. En effet, comme dans le téléphone, le transport routier sera entièrement « libre » en 1998 : n'importe quel patron pourra exploiter dans n'importe quel pays telle ou telle ligne de transports, avec des conditions sociales à minima, concurrençant de manière directe celles du pays concerné.

En France, le secteur routier est donc en train d'émerger comme secteur de la classe ouvrière, quittant les formes de luttes anciennes, dominées par les patrons, pour construire un syndicalisme à développement rapide.

Ainsi en 1984, une première grève se déclenche à l'appel du patronat du secteur, contre le gouvernement de gauche de l'époque, qui voulait commencer à réglementer le secteur, et notamment sa durée du travail. Cette grève est un écho symbolique à la grève réactionnaire des camionneurs qui avait été un premier signal d'offensive de droite contre le régime d'Allende au Chili. En 1992, toujours avec un gouvernement de gauche, une autre grève (contre le permis à points visant à moraliser la conduite des véhicules avec menaces de sanctions par retrait de permis) combine des aspects fortement corporatistes avec des coordinations dominées par des leaders populistes, et une première percée du syndicalisme ouvrier. Depuis maintenant 6 ans, sans arrêt, les routiers mettent en avant les mêmes revendications élémentaires : compter et payer toutes les heures travaillées ; calculer le temps de travail sur la base du temps mis réellement à la disposition de l'employeur, donc comprenant non seulement la conduite, mais les temps de chargement, de déchargement, d'attente ; ne pas être obligé de travailler jusqu'à 60 ou 70 heures dans une même semaine alors que la durée légale est de 39h ; avoir des temps de sommeil ou de repos hebdomadaires normaux ; réviser les conventions collectives pour mettre en évidence les éléments du salaire perçu ; distinguer primes, frais de route, et salaire horaire de base afin de préciser exactement ce qu'est le salaire et dépasser le SMIC horaire (salaire minimum légalement obligatoire en France), qui est en réalité celui de toute la profession, pour un travail de « forçat », sans vie de famille, dangereux, etc.

Depuis 6 ans également, les syndicats de routiers adressent les mêmes exigences d'intervention de l'État. Afin de mettre de l'ordre dans une profession où sévit le dumping social par des prix orientés à la baisse (pour le plus grand profit des chargeurs et des gros transporteurs-affré-

teurs), par un système de sous-traitance généralisé où les artisans et les tractionnaires sont de faux artisans esclaves de la concurrence et des grands groupes affréteurs, où la réglementation d'entrée, les exigences de qualifications, les conditions de sécurité, l'anarchie du développement par transport par route au détriment des autres modes (train) aboutissent à des coûts sociaux et écologiques absolument non contrôlés.

Trop comprimée, la marmite a donc explosé. Les luttes et la syndicalisation progressent très vite. Mais l'atomisation de la profession reste bien réelle, doublée d'une répression féroce contre les syndicalistes. Si bien que les accords signés par les patrons, après les conflits, ne sont pas vraiment ou très peu respectés, sauf dans certaines entreprises plus « modernes », où la concentration des salariés est plus forte, où le syndicalisme peut trouver une base d'appui un peu solide.

## Sysiphe

C'est donc un véritable travail de Sysiphe que le syndicalisme doit accomplir dans cette branche, remettant sans arrêt en avant les mêmes exigences, et grignotant peu à peu des avancées tout en sachant que le combat sera un bras de fer permanent.

Il est donc impossible de juger la tactique syndicale dans ce secteur avec exactement les mêmes grilles d'analyse que dans les autres, et surtout pas avec pour comparaison ce qui se passe dans le syndicalisme de type fonction publique. Par exemple en 1994, après le conflit de 1992 et sur la base du rapport de forces acquis, sur la base aussi d'une volonté gouvernementale d'accompagner des évolutions de la profession, un accord baptisé « contrat de progrès » est signé entre patrons et syndicats, notamment déjà par la CFDT. La CGT refuse de signer parce que cet accord est dérogoire au Code du travail. Il prévoit en effet des durées du travail de 240 heures par mois (contre beaucoup plus auparavant), mais assorties d'une obligation de calculer les différents éléments du temps passé au service du patron. C'est notamment grâce au chronotachigraphe, disque installé dans les véhicules, que le contrôle s'effectue. En somme, ce n'est ni plus ni moins qu'un système de pointage, ailleurs presque partout en voie de disparition dans l'industrie et les services (parfois au profit du pointage électronique par carte magnétique permettant la flexibilité des horaires), qui est remis en selle dans une profession où une apparente notion de « liberté » sur la route servait en fait à camoufler la surexploitation.

L'accord de 1994 était peut-être discu-

table. Mais c'est indéniablement grâce à lui que des progrès collectifs ont été accomplis dans le contrôle du temps de travail, dans sa répartition, et du même coup dans la prise de conscience qui aboutit à la grande grève de 1996, principalement axée sur la durée du travail. Cette grève se termine par un grand acquis revendicatif avec engagement de l'État : la retraite à 55 ans, acquis qui donnera des ailes à une poussée revendicative sur le même thème, ainsi que sur la réduction du temps de travail à 35h, dans le transport urbain de voyageurs au début de l'année 1997. Mais la grève de 1996 se termine aussi par un retour progressif vers un calcul du temps de travail basé sur la durée légale, avec notamment un décret gouvernemental (à l'époque c'est un gouvernement de droite, un peu effrayé par la dynamique possible d'extension de la grève) précisant le temps de conduite et le temps total mis à disposition. Ce décret n'a été que très partiellement appliqué, mais il a mis en évidence, grâce au décompte du temps, que le taux horaire de salaire était très faible. Et que le revenu salarial perçu, qui pouvait dépasser les 10 000 francs pour les routiers grande distance, comprenait en fait les primes et les frais de route (plusieurs nuits par semaine en dehors du domicile), le salaire de base ne représentant que 62 % de la rémunération. Si on ajoute le fait que la prime de 3 000 francs, qui avait été ajoutée en « recommandation » au patronat à la fin du conflit de 1996 pour solder la reprise du boulot, n'a été payée que dans une très petite quantité de cas, toutes les conditions étaient réunies pour un mécontentement très fort avant la négociation salariale. La revendication de 10 000 francs pour 200 heures est devenue cet automne celle qui unissait la profession.

L'accord de fin de conflit en 1997 ne reprend pas la prime de 3 000 francs. Il permet des augmentations de salaires entre 3 % et 6 % selon les catégories, avec effet rétroactif au 1er octobre 1997. Surtout, il instaure un « salaire mensuel professionnel garanti », distinct de la « rémunération mensuelle globale », et qui de ce fait ne comprend pas les primes et permet théoriquement d'asseoir le salaire de base sur des éléments fiables et mesurables. La rémunération à l'embauche des chauffeurs grande distance devra en outre atteindre 10 000 francs pour 200 heures au 1er juillet 2 000 par étapes. Celle des chauffeurs courte distance augmente également (7 231 francs à 8 135 au 1er juillet 2 000), mais sur la base de 169h de travail, de même pour les salariés sédentaires.

Le gouvernement promet également un renforcement du contrôle des infrac-

tions (davantage de contrôleurs) et des sanctions en cas de non respect des règles, ainsi qu'une loi sur l'exercice de la profession, renforçant la formation professionnelle, la sécurité, l'accès à la profession.

Tous ces accords ne valent, comme pour les autres, que par le maintien d'un rapport de forces favorable pour les faire appliquer réellement. En même temps, ils sont aussi un élément de la construction de ce rapport de forces. Comme le dit Joël Le Coq, secrétaire général de la branche route CFTD, à propos du « contrat de progrès » de 1994 : « Toute une profession fait l'apprentissage du débat », mais aussi

« du rapport de forces ». Il ajoute : « On ne dépose pas les armes, on les affûte sur le terrain de la mise en œuvre ».

Cela n'excuse pas en 1997 d'avoir imaginé, le matin du 2 novembre, que les barrages préparés depuis plusieurs jours, pouvaient être reportés d'une semaine pour négocier à nouveau, et cela sans vraiment avoir soumis le pré-accord négocié en cours de nuit à la réflexion des équipes syndicales sur le terrain, ni à une relance du processus syndical unitaire. Les syndicalistes de base, dans les régions, voulaient agir, et pas seulement déléguer leurs revendications à leurs représentants. La suite du mouvement a d'ailleurs montré que d'autres progrès étaient possibles. ■



Colombie :

## Roberto McLean Torres

Le 11 juillet dernier, notre camarade Roberto McLean Torres a été assassiné à Barranquilla, en Colombie.

A six heures de l'après midi, alors qu'il s'apprêtait à entrer chez lui, deux hommes ont ouvert le feu sur lui, le blessant mortellement. Tout porte à croire qu'il s'agit d'hommes de main liés aux organismes officiels et paramilitaires : Roberto avait reçu des menaces répétées et figurait sur une liste noire en possession des militaires.

Il aurait eu 39 ans le 2 novembre. Il aura consacré plus de 24 ans de cette vie trop courte à militer dans des organisations de jeunesse, des conseils étudiants et des partis politiques où s'est forgée sa personnalité de combattant, qu'elle ait touché à la revendication de sa spécificité ethnique (il était fier d'être noir), à son engagement dans la vie sociale de son quartier, ou encore à son action inlassable pour construire une société meilleure.

C'est ainsi qu'il a milité dans la Liga Comunista revolucionaria, puis le Partido socialista revolucionario (section de la Quatrième Internationale en Colombie).

Il a toujours agi conformément à sa personnalité en tant que révolutionnaire, avec la volonté de dépasser les divergences en faisant prévaloir l'unité, de trouver les bases communes qui permettent de consolider le travail unitaire des révolutionnaires.

Après la dissolution de la section, il s'est consacré à la construction de mouvements politiques régionaux. Par son travail en tant que comptable de profession auprès des petites entreprises, des syndicats et des coopératives, il a acquis la confiance du Movimiento ciudadano (Mouvement citoyen), une organisation politique locale qui a gagné les élections à la mairie de Barranquilla en deux occasions, et a de bonnes chances d'être élue de nouveau pour une troisième législature.

Cette confiance lui a valu le poste de secrétaire à l'organisation du Mouvement citoyen, où il a mobilisé toute sa créativité et son énergie pour donner une forme organisée à la crise de confiance du peuple vis-à-vis du système politique bipartite.

Et il l'a fait avec les qualités exceptionnelles qui ont toujours été les siennes en matière d'organisation. Son engagement dans la Quatrième Internationale l'a conduit à assister comme délégué au XI<sup>e</sup> congrès mondial et à d'autres rencontres où il s'est employé dans ses contributions à défendre la nécessité d'une Internationale résolument engagée dans la lutte des classes.

Sa seule faute aura été de faire de l'opposition politique dans un pays qui ne supporte pas même pour un instant l'affirmation de divergences comme le faisait Roberto jour après jour.

Un pays au premier rang quant aux violations des droits de l'homme, au deuxième rang en Amérique pour ce qui est de la violence, et au troisième rang dans le monde en matière de corruption.

Tous les militant(e)s de la QI ont reçu avec douleur cette nouvelle. Nous tenons à assurer sa famille et ses proches de toute notre sympathie. ■

# Mobilisations paysannes et action de solidarité

## Entretien avec Khaled et Taha

Fin octobre, nous avons interviewé au Caire deux jeunes activistes de gauche, Khaled employé et Taha étudiant, qui ont été interpellés et incarcérés fin septembre 1997 au Caire en raison de leur action dans le mouvement de solidarité avec les paysans en lutte contre la loi n°96/1992 qui prévoit la libération des prix des loyers des terres et légalise l'expulsion des locataires.

**Inprecor :** Expliquez-nous les motifs de votre arrestation ?

**Khaled :** Arrêtés séparément, nous avons été accusés de diffusion de tracts en soutien aux paysans, de participation au Comité socialiste, structure illégale de soutien aux luttes paysannes. C'étaient les principaux actes d'accusation. La police a aussi rassemblé des papiers et autres documents tels que des revues légales, des articles ... l'accusation portait aussi sur la dénonciation du système.

**Pouvez-vous nous parler des conditions de votre interpellation ?**

**Khaled :** Un employé qui était en liai-



Bonaparte réprimant une sédition au Caire (1806), de Pierre Narcisse Guérin.

son avec les forces de sécurité a découvert une feuille « suspecte » à mon travail. Il ne s'est rien passé pendant cinq ou six jours. Finalement, deux officiers des Renseignements généraux sont venus à mon travail. Mais, je me trouvais alors en congé. La police est ensuite venue chez mes parents où je ne réside pas habituellement. Les agents ont affirmé tout savoir sur moi, qui j'étais, etc. ils voulaient adresse, téléphone, etc.

Je pensais alors que cela se déroulerait légalement. Et puis soudainement, le jeudi soir 24 septembre, lors d'une réunion de famille, ils sont venus en force. J'étais alors encore une fois absent au début de l'opération. Six officiers pénétrèrent dans l'appartement, les autres surveillaient dehors (je ne l'ai pas vu, on me l'a raconté ensuite). A peine arrivé, on m'a aussitôt interpellé et emmené au siège de la Sécurité de

l'État (nyabat amn al dawla). Ils m'ont réclamé la clé de l'appartement où je réside. J'avais déclaré l'avoir déjà quitté. Je suis ainsi resté dans les locaux de la police de minuit à trois heures du matin. Mon oncle questionné car propriétaire de l'appartement où j'habitais, a refusé de fournir la clé si on ne lui présentait pas un document officiel. Les policiers ont alors cassé la porte, fouillé et tout bouleversé dans la maison, confisquant livres, revues, journaux, papiers ... Je suis retourné en détention jusqu'au samedi.

**Taha :** Pour moi, l'affaire a débuté le mardi 22 septembre dans ma ville natale de Beni Sweif, 150 kms au sud du Caire. Environ 250 soldats et quatre officiers ont alors participé à un véritable western oriental : blocage de la rue, occupation des toits des immeubles voisins et du toit de l'école proche, présence en armes chez les voisins. Bref, le quartier était en véritable état de siège ! Une vingtaine de soldats pénétrèrent chez mes parents, fouillèrent sans ménagement, confisquant au passage tous mes livres, surtout les ouvrages de Marx, Engels ou Lénine. Le lendemain, je me trouvais à la faculté. Un officier de sécurité m'appelle. Je m'enfuis immédiatement, et saute dans un bus qui est stoppé un peu plus loin. Arrêté, je suis envoyé au siège de la Sécurité.

Lors de l'interrogatoire, je n'ai absolument pas été maltraité à part des menaces verbales de coups. Ceci a duré deux jours. Je suis ensuite directement parti pour la prison de Tora, au sud du Caire.

Lors des interrogatoires, j'ai été à plusieurs reprises interrogé sur les chrétiens d'Égypte et leur situation. Ceci est sans doute lié au fait que je suis personnellement d'origine confessionnelle chrétienne.

**Quelle est votre expérience de la prison ?**

**Taha :** il y a eu de nombreux changements. Nous étions au départ un groupe de 8 personnes, détenues en raison de la question paysanne : 3 nassériens, trois islamo-nationalistes du parti du Travail et trois marxistes. 4 furent rapidement libérés, trois nouveaux intégrèrent la prison. Trois dirigeants paysans de Guizah furent

amenés pour être ensuite libérés. Après deux semaines de détention, on a finalement tous été libéré sauf Kamal Khalif (1).

Cela faisait longtemps que des marxistes n'avaient pas été arrêtés en tant que tels, exactement depuis 1989 (2). L'objectif, le point spécifique de cette affaire, est surtout d'effrayer les gens. La gauche marxiste a en effet été capable de prendre et de défendre une position radicale d'opposition totale à la loi. Le gouvernement cherche ainsi à effrayer les gens pour qu'ils ne fassent rien.

**Khaled :** Moi, j'ai d'abord été en détention provisoire « istiqbal » où on trouve de nombreux islamistes. On a été placé dans une section baptisée improprement « hôpital ». Cela n'a en fait rien d'un hôpital mais c'est plutôt l'endroit où ils placent les plus faibles, surtout après la torture sans qu'ils ne reçoivent pour autant les moindres soins. Il y avait là trois Frères musulmans, trois du Jihad (3) et trois des Gama'at al Islamiya.

Il existe aussi une prison souterraine, « la prison des scorpions » où la torture est monnaie courante et les conditions de détention horribles. N'oublions pas non plus les terribles prisons de la nouvelle vallée dans le désert.

Donc je suis resté là trois jours pour rejoindre ensuite la prison de Tora appelé « la ferme ».

*Pouvez-vous nous parler de la loi n°92 et de la question paysanne ?*

**Taha :** Au départ, il faut considérer le processus en cours dans le pays : privatisation et réformes libérales capitalistes, réformes qui concernent aussi le secteur de la terre. En Égypte, la situation est très compliquée d'un point de vue capitaliste : la parcellisation des terres est extrême, ceci est évidemment très mauvais au niveau de la production aussi bien quantitativement que qualitativement.

Le capitalisme égyptien comprend qu'il lui faut absolument pour s'insérer dans les flux mondiaux favoriser la concentration foncière, seule à même de transformer le régime productif agricole. Le secteur locatif est le principal objectif de cette politique. Il concerne un tiers des terres dans le pays.

Ceci explique rapidement les fondements de cette loi. En 1992 lors de son vote, les privatisations se trouvaient à leur début. La loi prévoyait d'abord d'augmenter les loyers mais visait aussi à éradiquer l'ensemble des contrats de location hérités de l'ère nassérienne et des lois, notamment concernant les transmissions par héritage, etc. au cours de la période de transition de cinq ans avant son application effective.

L'objectif principal est de favoriser la grande propriété foncière, contrairement à toutes les déclarations des responsables égyptiens. Les premières réactions des paysans, cela concerne tout de même un groupe d'environ six millions de personnes, furent surtout d'une profonde incrédulité. Ils ne pouvaient concevoir que le gouvernement s'en prenne au régime de la terre.

En prison, un dirigeant paysan, Ahmed Bor'ei, nous a longuement expliqué leur évolution. Après le premier moment marqué par un certain scepticisme, les paysans ont commencé à se retourner vers le Parti Tagammu' pour les défendre. Les hésitations, les lenteurs et l'ambiguïté des positions de la gauche réformatrice les a conduit à l'action directe.

La compréhension complète des plans gouvernementaux ne s'est produite que tardivement, à la fin de l'année 1996. C'est le moment où les paysans obtiennent semence et engrais des organismes agricoles. Ils ont alors compris que la remise en cause de leur contrat de location était en cours. Les premiers incidents ont éclaté, souvent de façon violente en Haute Égypte vers Beni Sweif. C'est ainsi que le mouvement paysan a pris son essor.

Une option visant à trouver des formes de conciliation a été avancée tant dans les milieux officiels que dans les cercles modérés. C'est un fantasme vain, que d'essayer de favoriser les discussions, les négociations et finalement un règlement pacifique.

Si très vite le mouvement paysan a été fort, de par ses multiples actions (rassemblements, blocages des routes, occupations, tracts, graffitis, ...), il s'est très vite montré incapable de s'unifier. Son éclatement n'en a été que plus rapide. L'absence d'une véritable conscience politique s'est fait sentir. Surtout le pouvoir a su très habilement jouer pour accentuer les divisions et faire éclater le mouvement.

Le régime a ainsi employé plusieurs armes. Il a choisi de ne pas appliquer partout la loi. Dans certains endroits, on va attendre un ou même deux ans. Enfin, il a choisi de ne pas déployer complètement les forces de sécurité centrale, sorte de CRS locaux dont les éléments sont pour l'essentiel issus de milieux ruraux. Il a plutôt demandé aux paysans de se rendre dans les commissariats où ils se retrouvent contraints, souvent physiquement, à rétrocéder leur contrat locatif pour de nouveaux contrats.

Enfin, les autorités ont comme toujours su jouer sur les solidarités tribales et familiales, particulièrement fortes en Haute Égypte, traitant directement avec certains chefs de clans. Les résistances et les explosions violentes ont donc été circonscrites à certaines zones.

Aujourd'hui, le pouvoir a indéniablement marqué des points, le mouvement paysan est en reflux en tant que force collective. Les facteurs de poursuite de luttes et de troubles existent encore. Un spectre d'émeutes sérieuses comme celles de 1977 mais rurales cette fois-ci existe. Le pouvoir s'attend aujourd'hui à un niveau de lutte élevé et semble avoir à payer un prix élevé pour faire passer cette loi.

**Khaled :** Je ne suis pas d'accord avec toi sur ce dernier point. En fait, le pouvoir escompte une victoire complète sur les paysans, en raison de l'absence de structure ou d'organisation. Le mouvement paysan est vraiment éclaté, il va donc au devant d'une défaite.

Je ne suis pas d'accord avec l'optimisme qui existe chez certains éléments de la gauche radicale sur ces luttes et les actions de solidarité. La solidarité est certes importante mais que se passe-t-il au niveau ouvrier ? L'absence d'une opposition ouvrière réelle se fait cruellement sentir. La lutte de classes n'est pas franchement claire, même on peut dire qu'il n'y en a malheureusement pas ici. On trouve seulement des luttes individuelles ou isolées, guère plus.

L'absence de perspective et de solution radicale est un problème central. Les discussions lors du mouvement paysan le montrent clairement, on pouvait entendre dire : que va-t-on gagner de cette lutte ? L'absence enfin de structures est aussi évidente.

*Pouvez-vous nous expliquer la position des Islamistes ?*

**Taha :** lors du vote de la loi en 1992, les différentes composantes du courant islamistes (radicaux ou Frères musulmans) n'avaient pas émis d'opinion sur le sujet. N'oublions pas de rappeler ici que la base sociale des Frères musulmans est surtout chez les propriétaires fonciers même si leur audience se situe ailleurs. Il était donc tout naturel que ces derniers soutiennent la loi.

*Quelle est la situation aujourd'hui au regard de l'application de la loi ?*

**Taha :** l'application de la loi a déjà engendré une série de troubles, de violences qui ont éclaté dans différents endroits. Le problème est que le mouvement a reflué, le pouvoir a été capable d'empêcher son essor et sa maturation.

1) Vraisemblablement pour avoir violemment dénoncé les plus hautes autorités de l'État lors d'une réunion publique (NDLR).

2) Avec les grèves ouvrières des aciéries de Helwan, bastion ouvrier du sud du Caire.

3) Groupe radical qui mène la lutte armée, responsable de l'assassinat du président Sadate en 1981.

L'éclatement de la mobilisation paysanne a modifié la situation.

*Comment interviennent les différentes composantes de la gauche radicale égyptienne ?*

**Taha :** cette campagne de solidarité avec les paysans en lutte a été une expérience forte et utile. Pour la première fois depuis longtemps, les différentes sensibilités de la gauche marxiste radicale ont été capables de dépasser sur leur gauche et de gêner vraiment le Tagammu' et les nassériens. Ceci s'est fait sur des bases combattives et a concerné une audience de

masse. Pour la première fois depuis longtemps, la gauche radicale s'est trouvée liée avec un mouvement de lutte de masse important et réellement actif. Par exemple, Kamal Khalil a pu s'adresser lors de meetings à trois ou quatre milles personnes dans les zones rurales.

Auparavant, la gauche était plutôt isolée, limitée aux cafés et aux conférences, hormis bien sûr quelques luttes ça et là comme les grèves ouvrières des années 80. Là le marxisme a été non un simple élément du débat d'idée mais de la lutte. L'action, notamment des jeunes marxistes a ainsi représenté un élément de nuisance

pour le pouvoir. L'accumulation de telles expériences est d'une importance considérable pour l'avenir. Les formes de ce mouvement de solidarité, un comité pluraliste qui regroupe différentes tendances, sensibilités et personnes, est aussi une nouveauté. On peut espérer que cela puisse servir lors des prochaines radicalisations ou mobilisations ouvrières avec la question de la promulgation du nouveau code du travail qui devrait susciter de nombreuses réactions avec les plans de privatisations et leurs multiples effets sociaux. ■

**Propos recueillis par  
Sayyed Murshid**

## Lettre d'Ukraine

À la fin du mois d'août 1997, cela fera 6 ans que l'URSS aura cessé d'exister en tant qu'Etat. La fin du mois d'août 1991 aura marqué la fin de toute une période du XXe siècle où existait dans le monde un « Etat du socialisme » bureaucratique qui divisait le monde en deux parties adverses. Aujourd'hui a complètement disparu le « facteur mondial du communisme » qui menaçait l'impérialisme des USA et de l'Europe occidentale. Toutes les républiques de l'ancienne URSS ont subi des déformations colossales. L'absolutisme bureaucratique a été remplacé par les processus spontanés du marché mais le pouvoir est demeuré l'instrument d'accumulation du capital. C'est ainsi que le capitalisme mondial est passé à un nouveau stade.

L'ex-monopole du PCUS a formé les nouvelles élites politiques et économiques qui dirigent les « républiques indépendantes » de l'ancienne URSS, devenues des Etats de la CEI.

A partir de 1985, M. Gorbatchev a « organisé » la perestroïka. Mais uniquement pour sauvegarder le monopole du PCUS sur les citoyens de l'URSS et non pour frayer la voie vers un nouvel avenir socialiste. De 1989 à 1991, sous la pression de la protestation démocratique des citoyens et des nouvelles forces politiques, le vieil ordre bureaucratique de Staline et de Brejnev s'est effondré. Mais les citoyens s'étaient battus pour la justice sociale et la démocratie ! Ils ont été floués et étouffés par les réformateurs bourgeois et les idées du séparatisme national.

Le seul but de toutes les forces politiques de la perestroïka fut d'établir un ordre bourgeois, d'assurer l'instruction des nouveaux clans et groupes privilégiés ainsi que l'accumulation du capital. Il n'y eut aucune « perestroïka démocratique » mais une lutte pour prendre la succession du PCUS, pour le partage et le pillage de la propriété d'Etat de l'URSS. Les masses populaires et les innombrables militants des nouveaux partis et mouvements furent seulement des instruments pour spéculer et manipuler. A la place de la

démocratie et du progrès social, les peuples de l'ex-URSS héritèrent d'une totale corruption, de la criminalité, de l'arbitraire des mafias, des conflits armés locaux et de tous les maux sociaux qu'on peut observer dans ce monde.

En raison de la dégradation croissante et de la pauvreté, aux yeux de beaucoup la stabilité du temps de N. Khrouchtchev et de L. Brejnev apparaît comme idéale. Mais cet idéal du « grand passé » n'est aucunement lié à des convictions socialistes mais à l'ordre qui, d'année en année, garantissait quelque chose « à tous et à chacun ».

Cet idéal du « grand passé » — l'amour de l'absolutisme — était et demeure le premier ennemi d'un futur socialiste. Pour la plupart des citoyens soviétiques, le « grand passé » consistait en ce qu'ils n'avaient à décider de rien et ne devaient répondre de rien en ce qui concerne la vie de la société.

Pour eux tout se passait comme si une fois et pour toujours tout était décidé et défini en haut comme d'ordre divin. Cependant l'individu et les masses, avec leur conscience et leur être, étaient complètement dépouillés du droit de choisir, de lutter pour l'avenir. Les héritiers « rouges » du PCUS (les divers PC), qui existent depuis l'automne 1991 dans toutes les républiques de la CEI, se sont tellement habitués à l'ordre des choses actuel que ces deux dernières années ils ont complètement oublié de réanimer un unique PCUS au pouvoir absolu et une « grande URSS dans ses frontières de 1945 ». Rejetant totalement le facteur révolutionnaire démocratique, ces « conservateurs rouges » et « messieurs rouges » laissent libre cours à leurs instincts et ne se soucient guère du progrès social. Ils servent ainsi l'ordre des choses existant et apparaissent comme son appui complémentaire.

La pensée collective des partis communistes existant sur le territoire de la CEI correspond aux exigences de la classe moyenne des fonctionnaires de l'Etat qui vivent aux

crochets du système répressif de l'Etat bourgeois, reçoivent salaire, impôts, pots de vin, prix et autres privilèges.

La classe ouvrière industrielle de l'ancienne URSS s'est décomposée et depuis 1990 a diminué d'au moins 20 fois. Quant à la bureaucratie étatique dirigeante, elle conserve son effectif et réserve ses places pour demain en établissant des structures complémentaires qui compliquent le système de l'appareil d'Etat.

L'idée du rétablissement de l'URSS par les forces de la « revanche communiste » s'est épuisée et a perdu toute signification. Actuellement les héritiers « rouges » du PCUS laissent agir les forces de « la bourgeoisie nationale saine » avec l'appui de « l'héritage historique du patriotisme russe et soviétique » pour transformer la CEI en un nouvel état fédéré avec en tête la Russie !

La réunification dans le PCUS est ainsi impossible en raison de l'impossibilité pathologique du « mouvement communiste » de s'opposer, même dans des formes spécifiques, à l'état de choses ambiant. La diffusion et le développement des idées du socialisme international sont pratiquement impossibles au sein de l'actuel « mouvement communiste » de la CEI. Celui-ci, dans sa défense de l'absolutisme d'hier, est privé du facteur humain qui est indispensable pour développer la démocratie révolutionnaire et la lutte pour un avenir socialiste.

Pour surmonter la crise actuelle du « socialisme » et du « communisme », il est indispensable d'aller de l'avant et de le faire à une vitesse accélérée. La Quatrième Internationale peut nous aider à développer l'activité révolutionnaire des travailleurs et à créer une force qualitativement nouvelle capable d'enjamber le passé pathologique de surmonter la crise présente et d'être dans le futur une source de mouvement, d'action et de luttes !

*Roman Kondakov  
militant trotskyste sur le territoire de la CEI  
Dniépropétrouk, 25 août 1997*

# Dossier

Etat-espagnol

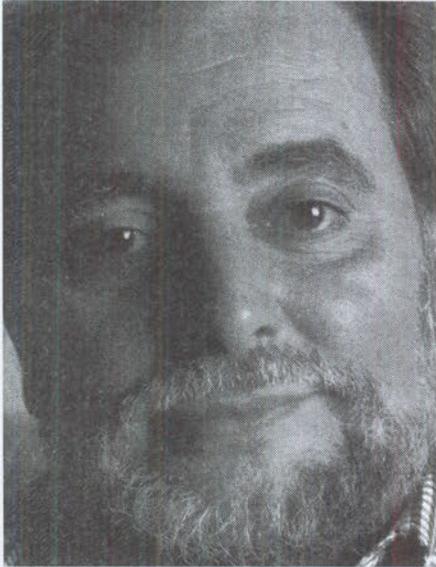
Où va IU ?

**Alors qu'Izquierda Unida (IU) tient sa V<sup>e</sup> Assemblée fédérale en ce début décembre, nous avons choisi de rendre compte des débats qui traversent cette organisation et de revenir sur les enjeux auxquels elle est confrontée. Nous publions, ainsi, trois points de vue : un entretien avec Julio Anguita, coordinateur d'IU, un article de notre camarade, Jaime Pastor, l'un des principaux porte-paroles du courant Espace alternatif dans IU, et un article de Paco Fernando Buey, membre de la direction d'IU.**



# Où va Izquierda Unida ?

## Entretien avec Julio Anguita



Julio Anguita

*El Viejo Topo : Vous avez déclaré qu'IU est entrée dans un processus de clarification. Pourriez-vous nous expliquer quelle est l'origine de la crise que déclenche ce processus ?*

Il est vrai que dans IU il y a eu des affrontements, mais il ne s'est jamais agi de questions personnelles. La raison en est beaucoup plus profonde et de nature politique. Nos convergences et nos divergences avec les syndicats, avec Nueva Izquierda (Nouvelle gauche) (1) et Iniciativa per Catalunya (2) et même avec le PSOE ne sont pas le produit d'une plus ou moins grande alchimie entre dirigeants. Le croire, c'est bien frivole. Ce qu'on est en train de discuter dans IU — je dirais presque depuis sa naissance — en reprenant un débat qui était déjà sous-jacent dans le Parti communiste espagnol, c'est, ni plus ni moins, de savoir s'il est possible de construire un projet alternatif à partir de la gauche non sociale-démocrate.

Dans le texte de fondation d'IU, signés, entre autres, par Cristina Almeida, Jaime Sartorius, Nicolas Sartorius, Enrique Curiel, Gerardo Iglesias, Alonso Puerta (3), le point de vue de départ est que le projet du PSOE a fait faillite en tant que projet de gauche.

De cette constatation, faite dès 1986 alors qu'il ne s'était encore rien passé, ni la corruption, ni le GAL, ni les fonds réservés, et que seule la question de l'OTAN (4) sifflait aux oreilles, surgit l'idée de construire un projet alternatif reprenant les traditions classiques de la gauche, rénovées, mais aussi de nouveaux projets de libération (comme le féminisme et l'écologie.) C'est justement au moment où on signe ce texte que commence à prendre forme un discours qui le contredit.

*Voulez-vous dire que dès cette époque il y a des secteurs d'IU qui ne misent pas sur un projet alternatif à la social-démocratie ?*

Sur le papier tout le monde est d'accord. Mais une chose est de rédiger un texte, autre chose d'être conséquent avec son contenu. Beaucoup de ceux qui l'ont signé provenaient de la tradition du PCE, qui a donné à IU ce qu'il avait de meilleur, mais lui a aussi transmis certains de ses défauts. Déjà à la fin de l'époque Carrillo (5) on parlait de souder la fracture de 1920, ce qui était le prélude à la « maison commune ». Sur le terrain électoral ça s'est traduit par le mot d'ordre : « Ensemble nous pouvons. » Je me rappelle ce qu'Enrique Curiel a dit au Comité central du PCE lorsque j'étais déjà secrétaire général : « Il faut rééquilibrer la gauche. » En d'autres termes : IU c'est bien pour gagner des voix mais ensuite nous les donnons au PSOE pour rééquilibrer la gauche.

Voilà l'origine d'un discours qui se concrétise dans une phrase de Juan Berga : « IU est née pour corriger la déviation droitiste du PSOE. » Après « ensemble nous pouvons » et le « rééquilibrage » de la gauche émerge le discours de la « maison commune », qui maintenant devient la « cause commune ».

*Est-ce que cela veut dire que selon vous IU doit mener une politique de confrontation permanente avec le PSOE ?*

*Nous reproduisons ici de larges extraits d'une interview de Julio Anguita, coordinateur d'Izquierda Unida, réalisée par Miguel Riera et publiée par la revue espagnole de gauche El Viejo Topo. Anguita explique les problèmes qu'affronte IU à la veille de son congrès qui se tient début décembre.\**

### Entretien avec Julio Anguita

IU est un instrument qui coupe le cordon ombilical avec le PSOE. Ce faisant, IU réclame un discours indépendant, autonome, un espace différent où construire l'al-

\* Les notes de bas de pages sont de la rédaction d'Inprecor.

1) Courant formé au cours de la 3e assemblée d'IU, partisan d'un « oui » critique au traité de Maastricht.

2) Associée à IU en Catalogne avec un discours plus modéré.

3) Cristina Almeida et Jaime Sartorius sont membres du Parti démocratique de la nouvelle gauche (PDNI) ; Nicolas Sartorius est un ex-dirigeant du courant Nueva Izquierda (Nouvelle gauche) ; Enrique Curiel est actuellement membre du PSOE ; Gerardo Iglesias a quitté IU après avoir été relevé de ses fonctions par Anguita ; Alonso Puerta est secrétaire général du Parti d'action socialiste (PASOC).

4) IU a été créée par des forces qui, contrairement au PSOE, avaient appelé à voter non au référendum sur le maintien de l'Etat espagnol dans l'OTAN, le 12 mars 1986.

5) Ex-secrétaire général du Parti communiste espagnol.

ternative. Cela n'implique pas de rejeter le dialogue avec le PSOE. Mais ce dialogue ne peut pas se développer dans la subordination, mais sur un pied d'égalité. Voilà le vrai débat dans IU et la véritable cause des problèmes et de la crise qu'elle connaît. Certes, défendre cette position d'indépendance n'est pas facile parce que cela touche, entre autres, au terrain organisationnel, où se perpétuent de vieilles pratiques qui parfois relèvent de l'inertie, ou d'oscillations vers le nouveau, sans qu'il y ait aucune synthèse. Mais cette politique de défense de l'autonomie du projet cristallise un certain nombre de voix qui sont fondamentales pour le PSOE pour arriver au gouvernement. C'est l'essence de la question.

*La situation que vous décrivez révèle l'existence de deux projets au sein d'IU...*

Plus précisément d'un projet et d'une inertie. Puisque « l'autre » n'est pas un projet.

*... Je me demande jusqu'à quel point ces deux projets correspondent, selon vous, à la dichotomie alternative/alternance que vous avez mentionnée dans d'autres occasions. Votre projet représenterait l'alternative et ce que vous qualifiez d'inertie représenterait l'alternance. Que deviendrait IU si le projet d'alternance s'imposait ?*

A moyen terme IU disparaîtrait, absorbée par le PSOE. Pas moins. Dans une première phase il y aurait certains accords, ensuite des listes communes et le pas suivant serait l'intégration organique dans le PSOE. La conséquence de la pensée unique, c'est un projet politique fondé sur l'idée que l'économie échappe à la volonté des hommes et que les marchés sont des divinités secondaires qui expriment cette volonté. Le projet politique unique consiste dans l'acceptation de tout cela. Et où se situe-t-il ? Au centre : centre droit, centre gauche. Donc toutes les formations politiques convergent vers ce trou noir qui est le centre et qui dévore toute créativité, tout ce qui serait alternatif. Naturellement cela mène au bipartisme. Mais pour l'atteindre complètement, il ne faut pas que subsistent des zones politiques gênantes.

On fait des lois qui favorisent le bipartisme, on transforme la politique en une simple technique électorale, on empêche de discuter les choix économiques qui sont présentés comme nécessités absolues. La pensée unique débouche sur le projet poli-

tique unique. Nous sommes face au monde orwellien. C'est pourquoi nous sommes de trop, IU est de trop. Nous sommes comme des enfants mal aimés, nés par accident. Pourtant c'est cet accident qui remporte plus de 10 % des voix, 2,5 millions, et il ne semble pas que nous allons en perdre. Nous pouvons même progresser un peu, si nous réglons certaines questions. Et donc, nous gênons. Dans une certaine mesure nous représentons l'option « c'est possible » ; nous sommes un peu le flambeau allumé pour quand viendront les temps meilleurs — ce n'est pas le flambeau « phare unique », je veux éviter tout malentendu —, la possibilité de maintenir un groupe d'électeurs important qui peut augmenter au fur et à mesure que le pacte de stabilité révèle son véritable visage et que les problèmes commencent à se poser. Il y aura un moment où les deux grands partis, le PSOE et le Parti populaire (PP) déblaieront notre terrain. Si le PSOE et le PP réussissent à former une grande coalition — ce qui est pour l'instant difficile parce que les syndicats permettent au PSOE d'apparaître comme une forme d'opposition —, si la lutte sociale se relançait, ou si les deux partis, pour quelque autre raison, brandissaient le drapeau des intérêts de la patrie, autrement dit du pacte de stabilité, alors ils faciliteraient notre entreprise.

*Un projet alternatif dans les conditions actuelles est quelque chose plutôt à long qu'à moyen terme.*

De toutes façons, le plus important à court terme est une consolidation qui nous permette de continuer de progresser. Et nous progresserons si nous corrigeons certaines habitudes, si nous nous organisons mieux, si nous assumons complètement l'idée d'être un mouvement politico-social et si — je fais ici un mea culpa — nous corrigeons certaines erreurs. Mais il y a aussi des facteurs qui ne dépendent pas de nous.

*A quels types de facteurs vous référez-vous ?*

Par exemple aux effets qu'aura le plan de stabilité. Ces effets seront terribles et vont se traduire déjà dans les prochains budgets. Tôt ou tard, les syndicats se « rendront compte » de ce qu'ils ont signé et il y aura d'un côté un rejet, de l'autre une reconsidération de la situation. Le PSOE lui-même pourrait reconsidérer la politique qu'il est en train de défendre. Dans une telle situation il est possible qu'IU enregistre

un progrès important. Aujourd'hui, en restant seulement à notre niveau actuel, nous posons problème : si nous nous renforçons, nous serons encore plus gênants. Même si l'idée ne me séduit pas beaucoup de passer de 10,5 à 15 ou 16 %, s'il n'y a pas de base articulée et organisée.

*Le développement d'un projet alternatif exige la convergence de nombreux facteurs, entre autres, les trois suivants : le dépassement de la dynamique interne d'IU puisqu'il est évident qu'une crise prolongée amène inévitablement à la stérilité ; une connexion plus directe avec la société et surtout avec des protagonistes sociaux non intégrés dans des organisations politiques ; et la neutralisation de l'hostilité active de certains médias engagés dans une espèce de guerre sainte. Comment atteindre ces objectifs ?*

En ce qui concerne le problème intérieur, nous tiendrons notre 5e assemblée au mois de décembre. Nous allons y discuter politique. Je dirais à titre personnel, et je dis bien strictement personnel, qu'il n'y a aucune possibilité de retour en arrière. Dans le cas du Parti démocratique de la nouvelle gauche (PDNI) (6) je constate que nous nous trouvons face à un autre projet politique ; pas des variantes du même projet politique, mais un autre projet qui, franchement, n'a pas sa place dans IU. Et cette divergence qui s'est au fur et à mesure consolidée a été orchestrée par le PSOE (dixit Almunia), même si de nombreux camarades du PDNI n'en étaient pas conscients, du moins je préfère le croire. Logiquement donc l'assemblée devrait mettre chacun à sa place si auparavant a eu lieu un processus de clarification.

*Cela signifie que la rupture avec le PDNI est inévitable ?*

Cela signifie qu'il n'y a pas de solution, pas d'entente possible. Il n'y en a pas eu au cours de ces dernières années malgré toute la bonne volonté, y compris de ma part, par exemple dans la composition des listes électorales. Mais il n'y pas de solution : nous représentons des projets incompatibles voire opposés. Dans la 5e assemblée il y aura un débat politique intense d'où devra surgir une force politique avec un projet, des propositions et le pluralisme. ■

6) Parti issu du courant Nueva Izquierda, tient un discours proche de celui du PDS italien. Lors de son congrès de fondation, le PDNI a sollicité son adhésion comme observateur à l'Internationale socialiste.

# Crise dans IU

## Une rupture nécessaire ?

Depuis le mois de mai dernier, en effet, un processus de rupture s'est développé dans cette organisation : le Parti démocratique de la nouvelle gauche (PDIN), la majorité des membres des Fédérations de Galice, Cantabre et Castille-La-Manche, les Verts d'Andalousie et un secteur du courant dit de la « Tercera via » (Troisième voie) se retrouvent déjà, de fait, en dehors d'IU. A cela s'ajoute la rupture avec Iniciativa per Catalunya et l'appel, depuis Madrid, à son secteur critique pour qu'il quitte cette formation.

Une certaine pluralité se maintient, malgré tout, au sein d'IU : les différentes sensibilités du PCE, de petits groupes, socialiste comme le Parti d'action socialiste (PAS) ou républicain comme Gauche républicaine (IR), Espace alternatif (EA) et d'autres de moindre envergure. Mais il faut reconnaître que vu la crise qu'elle traverse, IU ne représente plus, aux yeux d'un secteur important de ses adhérents et de ses électeurs, ce qu'elle voudrait être : un regroupement de l'ensemble des forces à la gauche du Parti socialiste (PSOE) et sa crédibilité s'en trouve affectée (1).

### Projets tendanciellement divergents

Pourquoi cette situation ? Cela tient, en partie, à un contexte politique et culturel défavorable de repli des mouvements sociaux, des valeurs et des idées de la gauche anticapitaliste. Dans ces conditions, la tendance à s'« adapter » à l'hégémonie néolibérale s'élargit à certaines franges de l'ancienne gauche sociale. D'autres montrent une saine volonté de résistance mais se bornent à chercher refuge dans des réponses « communistes » simplistes tout en prétendant établir des frontières étanches, y compris avec ceux qui partagent leurs critiques mais rejettent les méthodes employées pour résoudre les divergences.

Il y avait des projets divergents et partiellement incompatibles chez ceux, nom-

breux, que nous avons intégrés à IU au cours des années 90. Mais nous pensions que l'originalité de cette formation — comme celle d'autres groupes dans divers pays et continents — était son utilité pour tenter une coexistence de divers courants unissant leurs forces pour préparer une contre-offensive au néolibéralisme. Cela semblait possible tant que IU croissait électoralement et que se maintenait une certaine mobilisation sociale — rappelons nous les grèves générales de 1985 et 1994.

Mais le climat général s'est dégradé par la suite et les directions des grands syndicats, Commissions ouvrières (CCOO) et Union générale des travailleurs (UGT) y ont une responsabilité importante, car, ayant choisi la politique du « moindre mal » et une autonomie syndicale factice, elles ont contribué au renforcement de la passivité sociale.

Dans ce cadre, les élections pour les municipalités et les régions autonomes de mai 1995 ont déjà permis de constater les limites des progrès électoraux d'IU, et également ses difficultés à adopter une tactique permettant de maintenir son indépendance face au PSOE dans les institutions sans faciliter à la vieille droite du Parti populaire (PP) l'accès à certaines municipalités ou gouvernements autonomes.

La théorie des « deux camps » (dans l'un IU et dans l'autre le PSOE et le PP), utilisée par la direction fédérale d'IU n'a servi qu'à créer la confusion dans l'électorat de gauche. Avec les élections de mars 1996, l'illusion du « dépassement » électoral du PSOE (2) s'est brisée définitivement et avec la courte défaite de Felipe Gonzalez, la stagnation d'IU est devenue de plus en plus évidente. Elle n'est pas arrivée à se lier ni aux « vieux » ni aux « jeunes » mouvements sociaux. Son attitude critique affirmée face aux directions syndicales concernant la loi sur les retraites ou la réforme de l'organisation du marché du travail (3), n'a pas conduit IU à faire des propositions ou à prendre des initiatives concrètes. Au contraire, ses critiques se sont accompa-

*IU tiendra sa V<sup>e</sup> Assemblée fédérale au début de décembre 1997, mais une partie significative de ses composantes ne pourra y participer. L'article de Jaime Pastor apporte des éléments de réponse à cette situation.*

Par  
Jaime Pastor

1) Pour une explication des antécédents de cette crise, se référer à mes articles parus dans *Inprecor*, Vers une confrontation de projets dans IU, n°410 février 1997, et dans *Rouge*, Crise ouverte de la Gauche unie, n°1745, 11 septembre 1997.

2) La thèse du « dépassement » du PSOE a été émise lors de la IV<sup>e</sup> Assemblée fédérale d'IU, et, ensuite, avec l'avancée électorale en Andalousie, elle a fait naître une illusion dans des secteurs de la direction d'IU qui croyaient que l'usure du PSOE sur des thèmes comme le terrorisme d'État des GAL, pouvait leur permettre de le devancer sur le plan électoral. Plus tard, avec le recul d'IU lors des élections anticipées de mars 1996 en Andalousie, cette thèse a été pratiquement abandonnée, mais il n'y a toujours pas eu de bilan autocritique de cette orientation et de ses effets sectaires.

3) En ce qui concerne Espace alternatif, tant dans nos déclarations comme courant qu'à travers nos représentants à la direction fédérale d'IU, nous avons partagé la critique de la loi sur les retraites et sur la réforme du marché du travail au sujet desquelles les forces syndicales et le gouvernement étaient tombés d'accord.

gnées d'agressivité verbale et d'un manque de pédagogie politique que les dirigeants syndicaux ont su mettre à profit pour resserrer les rangs.

Sur le terrain pratique, l'adoption par le groupe parlementaire d'IU du nouveau Code pénal (qui maintient, entre autres, la pénalisation de l'insoumission, celle de l'avortement pour raisons sociales et celle de l'occupation de logements vacants) et ses réticences à se lier avec des plateformes ou des initiatives qualifiées de « résidus de l'extrême-gauche » n'ont pas aidé IU à faire un tournant gauche vers le mouvement des jeunes ou anti-Maastricht. Sans parler de la participation à des pactes « antiterroristes » ou de l'appui à l'extradition de membres de l'ETA.

### La théorie de la « conspiration »

Les rapports contradictoires que le PCE, majoritaire dans IU, a entretenus avec la social-démocratie tout au long de l'histoire ont sans cesse oscillé entre la subordination et le repli sectaire. Il ne faut donc pas s'étonner que dans le cadre du nouveau cycle politique inauguré par l'arrivée du PP au gouvernement et son alliance avec les droites catalane, basque et canarienne ce soit la définition de ses relations avec le PSOE, contraint de passer dans l'opposition, qui revienne au centre du débat.

Quant à la Gauche nouvelle (Nueva Izquierda qui est devenue un parti, le PDNI en novembre 1996), il faut reconnaître qu'elle promeut l'idée d'une proposition d'alliance stratégique avec le PSOE. La direction du PCE y réagit sur un plan purement défensif et considère que cette option minoritaire, mais légitime, est partie prenante d'une « conspiration » tramée sous les auspices du PSOE et du groupe Prisa — éditeur du quotidien à grand tirage, *El País* — pour « détruire » IU, et son coordinateur général, Julio Anguita.

Depuis avril dernier, cette « théorie » est devenue un alibi pour lancer une « guerre » qui doit, comme toute guerre, conduire à établir ses propres règles statutaires pour en finir avec « l'ennemi ».

Le résultat final en a été l'expulsion du PDNI hors d'IU. Les tenants d'un courant qui serait apparu lors de la Ve Assemblée fédérale comme très minoritaire (il n'aurait pas atteint les 20 %), battu politiquement et incapable d'entraîner des fédérations entières à sortir d'IU, font ainsi figures de victimes.



A Espace alternatif, nous n'avons pas choisi cette voie. Nous avons combattu les thèses de Nueva Izquierda de toutes nos forces et n'avons nullement écarté l'hypothèse qu'elle pourrait aller jusqu'à préparer sa sortie d'IU. Mais nous avons également dit que prendre l'initiative de la rupture n'était pas la meilleure façon de répondre à cette « opération » et nous avons refusé l'idée qu'une minorité réduite — malgré l'appui important qu'elle a trouvé auprès des médias), serait capable de conditionner la politique de 80 % de l'organisation. Surtout, nous avons insisté sur le fait que ce conflit ne peut être considéré comme la principale explication de la désorientation politique et de l'inertie institutionnelle qui continuent à prédominer dans IU.

Nous avons reconnu que la recherche de la différenciation permanente et publique de la part de Nueva Izquierda rendait la coexistence difficile. Mais nous nous sommes également démarqués d'un côté de l'attitude repliée de la direction fédérale et de son refus d'intégrer quelques-unes des critiques légitimes émises contre certains accords passés avec le PP (sur la télévision digitale et le

football...), et de l'autre de ses mauvaises relations avec certains courants du mouvement social. Et enfin, étant donné que nous refusons la vieille philosophie selon laquelle « la fin justifie les moyens », nous avons considéré comme incorrectes les méthodes antistatutaires employées, en plus d'une occasion, pour parvenir à marginaliser Nueva Izquierda (NI) ... et d'autres.

### La pluralité et le fédéralisme en crise

C'est là justement ce qui est le plus préoccupant dans le processus en cours. Car ce qui fut initialement une lutte contre la seule NI, s'est transformé en attitude belliqueuse généralisée face à toute fédération, ou secteur, suspecté de proposer une collaboration régulière avec le PSOE ou qui, simplement, est en désaccord avec la gestion de la crise actuelle.

Le cas de la Galice fournit une autre démonstration de ce qui se passe. La majorité de cette fédération a décidé de former une coalition avec le PSOE pour les élections autonomes d'octobre dernier, avec deux types d'arguments : la nécessité d'obtenir l'unité de la gauche pour battre Manuel Fraga (ex-ministre de Franco et président de Junte de Galice depuis déjà 8 ans) et la possibilité d'avoir une présence institutionnelle comme groupe à part après les élections. La majorité fédérale d'IU (y compris Espace alternatif) a critiqué ce pacte à cause de la pauvreté de son contenu programmatique et des absences notoires qu'il contient (en ce qui concerne Maastricht et l'OTAN, par exemple). Mais les divergences au sein de cette majorité ont tourné autour des questions suivantes : fallait-il ou non tenter de parvenir à un accord avec la force de gauche nationaliste montante dans cette région (le Bloc nationaliste galicien, BNG) (4) et, surtout, comment résoudre le conflit avec la direction d'IU en Galice.

Anguita s'est donc fait chaque jour davantage le partisan de la rupture avec

4) Le Bloc nationaliste galicien est une large alliance de collectifs, partis et groupes indépendants autour d'un discours nationaliste de gauche qui tend à se modérer ces derniers temps. Cependant, il maintient son opposition au Traité de Maastricht et à l'OTAN, comme à la loi sur les retraites et sur la réforme de la régulation du marché du travail. Le Collectif INZAR (produit de la fusion du Mouvement communiste et de la Ligue révolutionnaire en Galice) agit au sein du BNG et a un député. Les membres d'Espace alternatif à la direction fédérale d'IU défendent la recherche d'une alliance avec cette force politique.



l'organisation en Galice au nom de la « cohérence » et d'une conception centralisée de l'organisation.

Au contraire, Espace alternatif a proposé de respecter, bien qu'en désaccord avec elle, la décision de l'organisation galicienne car elle a été prise dans le cadre de son domaine de compétence, il lui revient, en effet, en tant que nationalité « historique », de statuer seule en ce qui concerne les élections aux organismes autonomes.

Cette rupture du fédéralisme a conduit également à constituer une candidature alternative d'IU avec un secteur minoritaire de l'organisation galicienne et, ce qui est pire encore, à transformer le refus d'appuyer cette candidature en motif de conflit avec Iniciativa per Catalunya et d'autres fédérations, au point d'en arriver à la rupture à la fin septembre. Finalement, les résultats des élections en Galice ont montré une montée notable du BNG, une régression de la coalition entre le PSOE et la majorité d'IU et la candidature proposée par la direction fédérale d'IU a obtenu quelque 0,8 % de voix. (5)

On a pu constater sur d'autres sujets

les effets pervers de cette « guerre » simultanée sur plusieurs fronts. Par exemple, lors de la session du Conseil politique fédéral du mois de juin dernier, un document concernant un projet fédéraliste pour l'Espagne et l'État espagnol a été rejeté à bulletins secrets. Il incluait la reconnaissance du droit à l'autodétermination, et avait été approuvé auparavant par la présidence fédérale à une majorité écrasante. La raison officielle informelle invoquée de ce rejet — outre des résistances espagnolisantes d'un secteur, était que le présentateur du document s'était opposé aux sanctions contre NI, adoptées la veille par ce même Conseil... (6)

Mais le plus grave encore est le risque de revenir à un modèle ancien de parti homogène, centralisé et présidentieliste, tel qu'il se reflète dans le nouveau projet de statuts qu'on veut faire approuver lors de la Ve Assemblée fédérale et avec lesquels il sera difficile de garantir le respect de la pluralité et du fédéralisme. Modèle qui, en outre, si on l'a appliqué dernièrement à l'aire droite, pourrait, à l'avenir, être dirigé contre des positions de la gauche alternative minoritaires dans IU sur diverses ques-

tions, en particulier sur celles qui concernent la recherche d'une issue dialoguée et démocratique au conflit basque et les relations avec Herri Batasuna. Heureusement, ce projet de statuts est déjà remis en question par quelques fédérations (7).

### Aller de l'avant

En fonction de l'interprétation que nous donnons de la crise en cours, il nous paraît erroné de la réduire à la seule confrontation entre « deux gauches », la pro-néolibérale et l'anti-néolibérale. Il s'agit là d'une énorme simplification de la diversité des gauches aujourd'hui existantes dans l'État espagnol et à l'échelle européenne. Car s'il est possible de situer d'un côté la majorité du PSOE et y compris une partie du PDNI, de l'autre s'expriment diverses options sur les alternatives à opposer au capitalisme. Il s'agit de domaines comme la question sociale, l'écologie, la plurinationalité ou encore, le bilan de la chute du « socialisme réel » et la redéfinition du socialisme — ou les formes d'action et d'organisation nécessaires dans ces domaines.

5) Lors de ces élections, Fraga a gagné à la majorité absolue (mais avec deux députés de moins), le BNG est passé de 18,4 % à 25,5 % (passant de 13 à 18 députés) et la coalition du PSOE avec la majorité d'IU et les Verts a régressé de 27,1 % à 19,4 % (passant de 19 à 156 députés). A travers cette expérience, l'intention d'exporter le modèle de l'« olivier » s'est effondrée grâce à la montée du BNG. La présentation d'une candidature alternative d'IU a été publiquement qualifiée non seulement d'erreur tactique mais aussi d'atteinte aux principes fédératifs par Espace alternatif, « troisième voie » et des membres connus du Comité fédéral du PCE (voir Rafael Pla dans un article de Mundo Obrero, organe du PCE). Bien que nous ne soyons pas d'accord avec les positions de la direction d'IC, notre désaccord sur la rupture est dû à la raison invoquée — le collectif galicien — et parce que nous considérons que c'est une question qui, statutairement ne pouvait être décidée que par la Ve Assemblée fédérale. C'est la forme centraliste de cette rupture qui risque de donner une image espagnolisante aux candidats qui veulent constituer une nouvelle formation politique à la gauche d'IC en Catalogne, ainsi que l'a critiqué également Rafael Pla et que le reconnaissent des membres du Collectif Rouge, Vert et Violet.

6) Le responsable de ce rapport était l'auteur de cet article. Après le résultat du vote dans le Conseil cité, j'ai décidé de présenter ma démission de secrétaire du Projet fédéral, restant seulement membre du Conseil de la Présidence fédérale.

7) Même la commission permanente du PCE, devant les critiques reçues, a récemment décidé de proposer une série d'amendements au projet précité pour, comme l'indique une circulaire, éviter « que la très violente confrontation qui a eu lieu dans cette période avec le PDNI et avec quelques Fédérations qu'il contrôle, ne risque de provoquer une réaction défensive, un durcissement du projet vers la centralisation, la rigidité, etc.

Mais aujourd'hui il importe d'aller de l'avant et de contribuer à ce que IU sorte de sa Ve Assemblée fédérale en meilleure condition pour affronter la reconstruction d'une gauche anticapitaliste et internationaliste. C'est dans cette perspective que nous avons participé à l'élaboration des documents discutés, en particulier le Manifeste et les Axes programmatiques, et avons fait des propositions et des amendements que nous avons présentés en tant que courant.

Nous pensons qu'un des principaux problèmes d'IU a été son retard à comprendre la nature du changement de cycle politique qui s'est produit au cours de la dernière période. Il importe de réorienter ses relations qui doivent être d'opposition frontale au PP, et qui, avec le PSOE, pourraient avoir des objectifs communs basés sur l'autonomie de projet afin que celui-ci opère un tournant gauche, mais sans engendrer d'illusions sur des coalitions électorales. IU devrait également se tourner vers des forces de la gauche nationaliste et surtout les divers mouvements sociaux depuis les syndicats jusqu'aux jeunes insoumis.

Mais malheureusement, la situation politique est encore caractérisée par la démobilisation sociale tempérée seulement par des luttes sectorielles et locales qui ne peuvent compter ni sur une référence politique à échelle étatique, étant donné la paralysie d'un PSOE prisonnier de son passé (GAL, corruption..., malgré la démission de Felipe Gonzalez) et le repliement dans lequel a fonctionné IU ces derniers temps.

C'est au sein de cette réalité complexe que se pose le problème du renforcement, au sein d'IU des positions anticapitalistes et alternatives autour des objectifs comme la lutte pour les 35 heures sans diminution de salaire (qui, au vu de ce qui se passe en France, doit nécessairement se développer à l'échelle européenne) et contre les effets de la convergence monétaire. Ces objectifs sont aujourd'hui d'actualité et peuvent aider à démontrer qu'une autre gauche est possible pour une autre politique et une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples. Logiquement, cette revendication de réduction drastique de la journée de travail devrait s'inclure dans la perspective d'un partage du travail, du temps et des richesses autour d'un projet social, écologiquement cohérent, antipatriarcal et alternatif au capitalisme.

Parallèlement devrait se manifester la

volonté d'articuler en un même projet la question sociale, l'écologie et celle du genre, Espace alternatif insiste aussi sur la nécessité pour IU de surmonter sa vision nationale-étatiste des luttes, cela doit contribuer tant à reconstruire une gauche internationale et internationaliste qu'à reconnaître avec toute ses conséquences, la réalité plurinationale qui est la nôtre, et d'avancer vers une libre union dans une République fédérale qui respecte l'exercice du droit à l'autodétermination pour des peuples comme le peuple basque.

Mais, encore une fois, pour que ces tâches puissent être menées à bien, il faut établir au sein d'IU une nouvelle culture du

débat et du dialogue qui n'exclut ni la confrontation respectueuse ni le vote contre quand c'est nécessaire, sans que les positions deviennent incompatibles ou contradictoires avec « le » projet d'IU quelque soient les divergences qui surgissent. Si l'on ne rétablit pas la pluralité et le fédéralisme et leur reflet dans les nouveaux organes de direction d'IU, on court le risque que cette dernière régresse vers une simple coalition de partis et de collectifs et n'avance pas vers la création d'une formation politique d'un type nouveau en accord avec les défis que nous aurons à affronter dans la période qui s'ouvre. ■

## Danemark

### Avancée de la gauche aux élections locales

L'Alliance Rouge et Verte a connu d'assez bons résultats aux récentes élections municipales danoises du 18 novembre 1997. Elle a obtenu un score record de 10 % dans la capitale, Copenhague. Nationalement l'Alliance a obtenu 2,8 % des voix, par rapport à 1,5 % aux précédentes élections municipales de 1993.

La question des réfugiés et de l'immigration a dominé la politique danoise ces derniers temps. L'extrême-droite, les grands partis bourgeois et le parti social-démocrate (qui est au gouvernement) ont fait campagne contre les réfugiés et les immigrants depuis plusieurs mois. Plusieurs propositions ont été faites pour limiter leurs droits sociaux, et limiter davantage le droit d'asile.

De façon évidente une part importante de la campagne de l'Alliance Rouge et Verte a été consacrée à s'opposer à cette tendance : contre le racisme, en défense des réfugiés et pour l'amélioration des conditions de vie dans les zones où vivent beaucoup d'immigrés et de réfugiés. L'un des candidats de l'Alliance dans la banlieue de Copenhague est le porte-parole de la communauté somalienne — un groupe qui a subi des attaques verbales particulièrement violentes récemment.

L'opposition aux privatisations de la protection sociale et les thèmes écologiques, particulièrement les questions de circulation routière, ont constitué les autres thèmes principaux de la campagne de l'Alliance.

Celle-ci a obtenu ses meilleurs résultats à Copenhague et dans sa banlieue. A Copenhague elle a fait élire sept candidats au Conseil municipal. Selon un sondage l'Alliance était le parti qui a recueilli le plus de voix parmi les électeurs qui votaient pour la première fois.

La liste a également conservé ou renforcé sa représentation dans quatre conseils municipaux de la zone de Copenhague et dans quatre autres villes. Parmi les élus de l'Alliance on compte un membre du SAP (Section danoise de la Quatrième Internationale) dans la ville de Roskilde, et un autre militant du SAP a été réélu dans la banlieue de Copenhague. ■

# Sur la crise d'Izquierda Unida

En onze années d'existence, Izquierda Unida (IU) a dessiné un espace politique bien défini dans la société espagnole : celui d'une gauche sérieuse et responsable qui conjugue des convictions égalitaires avec une responsabilité démocratique. IU apparaît comme une force politique engagée dans la défense des intérêts économiques et des droits sociaux de très larges secteurs de la société, singulièrement des secteurs sociaux qui se trouvent dans une situation comparativement défavorisée.

(...)

Au cours de ces onze ans, IU ne s'est pas seulement distinguée par sa dignité morale, en défendant dans la rue les droits de ceux d'en bas, mais s'est aussi caractérisée par sa capacité à reprendre les revendications des secteurs les plus actifs et les plus critiques de la société espagnole et à formuler des propositions alternatives dans les institutions, en accordant ainsi son activité politique institutionnelle au pouls des inquiétudes de la société.

Il faut rappeler aujourd'hui les principales raisons qui nous ont conduits, nous mêmes, membres de la rédaction de cette revue, à titre individuel, à donner notre soutien à IU-IC-Les Verts lors des dernières élections :

**1-** Dans la majorité des débats parlementaires et dans la majorité des controverses publiques en Espagne depuis 1986, IU a représenté mieux que tout autre parti ou coalition, les intérêts et les espoirs de ceux d'en bas, des travailleurs et des exclus dont nous nous sentons solidaires.

**2-** L'attention particulière portée dans le programme d'IU aux problèmes qui préoccupent la majorité des travailleurs et des travailleuses conscients, des femmes défavorisées, des jeunes objecteurs et insoumis, des intellectuels engagés, et, en général, des citoyens avec droit de vote mais sans voix.

**3-** La volonté de régénérer la vie politique et culturelle que nous avons pu apprécier dans le programme de IU-IC

(Iniciativa per Catalunya) et dans l'action de la majorité de ses candidats ; une volonté de régénérer la démocratie que nous voulions voir devenir réalité dans un avenir proche, au Parlement et dans la rue.

**4-** Sa proposition de fédéralisme politique et culturel pour l'État multinational et plurilinguistique que constitue l'Espagne, à une époque où se font à nouveau entendre essentialismes et fondamentalismes qui affectent les personnes raisonnablement de gauche.

## Aux origines de la crise

Telle était la situation il y a un an. Pourtant, dès le lendemain des dernières élections générales, les divergences entre la majorité d'IU, d'un côté, et le courant « Nouvelle gauche » (devenu PDNI - Parti de la nouvelle gauche) et la majorité d'IC, de l'autre, se sont développées jusqu'à la rupture actuelle. Ces divergences, qui se sont d'abord manifestées dans l'appréciation des résultats eux mêmes, se sont élargies les mois suivants à de nombreux aspects de la vie politique : de l'appréciation des implications du Traité de Maastricht à la position face au Pacte de Tolède, et de l'appréciation du nouvel accord entre le patronat et les principaux syndicats à l'appréciation de la ligne d'action la plus appropriée pour trouver une solution politique à la situation actuelle en Euskadi.

Au printemps 1997, il était déjà évident que ces divergences allaient déboucher éventuellement sur des projets différents clairement définis, mais en tout cas sur des stratégies quasi antagonistes. Après la victoire de la droite aux dernières élections générales, ces deux stratégies diffèrent profondément quant à l'espace à gauche que peut occuper IU à l'échelle de l'État espagnol. Ce qui était (et qui est toujours) en jeu, c'est de savoir s'il existe bien — socialement et électoralement — un espace pour la gauche véritablement alternative, pas purement nominal ou subordonné à

*Paco Fernandez Buey est membre de la direction d'IU. Cette contribution au débat sur la crise d'IU a été publiée dans El Mundo Obrero (mensuel du PCE) ; nous en avons traduit de larges extraits.*

Par  
Paco Fernandez Buey

une autre « gauche », sociale-libérale, qui oscille programmatiquement entre le Parti démocrate américain et le centre-gauche représenté par la coalition de l'Olivo en Italie.

Au printemps 1997, le noyau dirigeant d'IU, au nom de la majorité, a présenté, par la voix du coordonateur de la présidence, Víctor Ríos, un document qui prenait acte des divergences, essayait de proposer des règles de jeu explicites pour sauvegarder parallèlement le pluralisme et la cohérence de cette formation. Nous partageons l'esprit de ce document et ce qu'il avance quant aux raisons des difficultés et des obstacles qui conduiront, finalement, à la crise. Nous reproduisons ici une partie de

\* Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

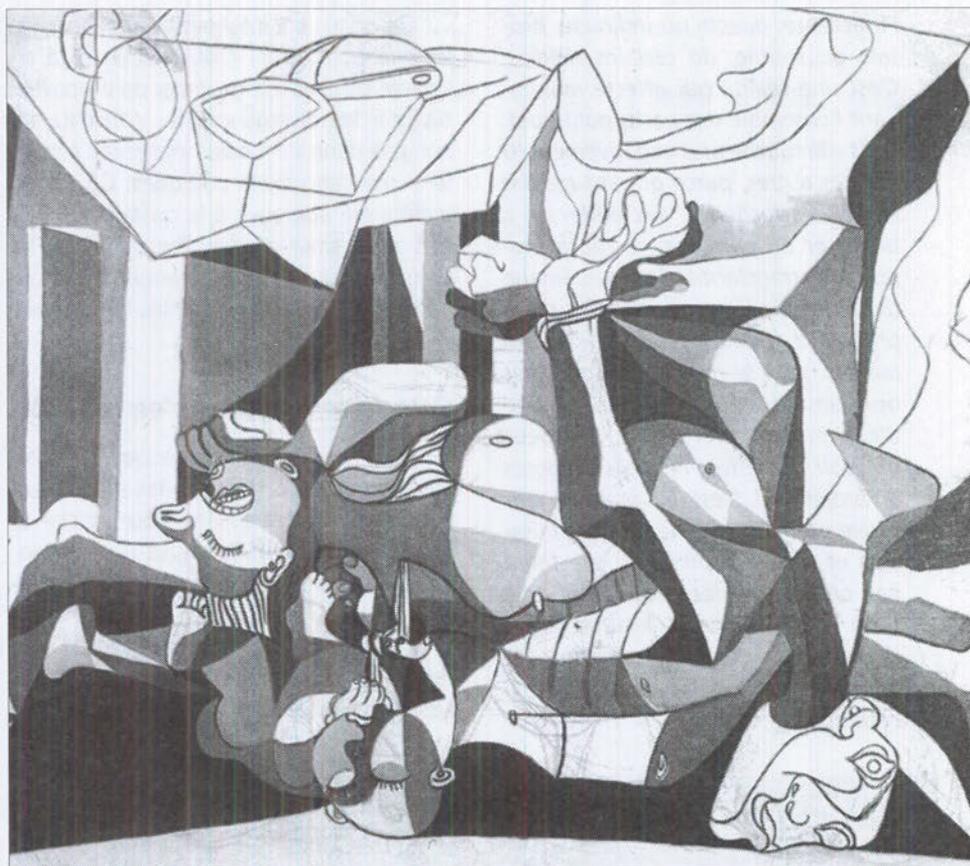
ce document intitulé « *Pluralisme et cohérence dans Izquierda Unida* », pour le porter à la connaissance de nos lecteurs.

« Parmi les facteurs externes qui font problème pour la poursuite du projet d'IU, l'un des plus importants est, sans aucun doute, celui des effets sociaux et culturels, négatifs, de la perte de vertébration sociale. C'est le fruit de la segmentation et de la précarisation croissante du monde du travail, aggravée ces dernières années, et cela affecte le rôle actuel des syndicats et le comportement de la partie de la population potentiellement active touchée par le chômage.

« La peur de perdre son emploi ou la dégradation des conditions de travail et la peur d'un avenir sans travail, en particulier chez les jeunes, sont à l'origine du progrès des valeurs conservatrices dans notre société. Parce que la peur paralyse. Une partie importante de la société tend à se résigner face aux faits consommés, et les valeurs défendues par la gauche en sont affaiblies et l'horizon transformateur s'en trouve obscurci, pour le moment tout au moins. « Pour la culture politique citoyenne, cette situation est très négative. Car la peur et la résignation finissent par nourrir une certaine hypocrisie sociale : une situation contradictoire où nombreux sont ceux qui se plaignent amèrement que les partis politiques ne répondent pas aux revendications les plus actuelles de la société civile, mais où peu nombreux sont ceux qui sont prêts à agir en conséquence, c'est-à-dire avec la volonté de s'engager pour faire face de façon organisée aux défis socio-économiques de cette fin de siècle.

« Par ailleurs, la marche au bipartisme engagée par ceux d'en haut, et qui fait l'objet d'un véritable culte dans les médias, a eu des conséquences négatives directes sur la loi électorale, profondément injuste, et en a aussi indirectement sur la volonté des électeurs, en renforçant les tendances utilitaristes et la peur de se différencier.

« Tout cela affecte de façon sensible la participation active et l'engagement volontaire des citoyens dans les organisations sociales et politiques qui, comme IU, restent porteuses



d'une tension politico-culturelle avec des propositions de mobilisation qui visent à la transformation progressive de la société. IU, qui est née en pleine ébullition des mouvements sociaux des années 80, est affectée, gravement, par la perte de vitalité de presque tous les mouvements sociaux qui ont contribué à sa naissance. Pour une organisation politico-sociale comme la nôtre, qui cherche à combiner l'action parlementaire avec la mobilisation active des citoyens, la diffusion, très sensible dans la société, de comportements fondés sur la résignation, la passivité et la peur de l'avenir, est une donnée fondamentale. Car sans mouvement social critique le projet d'IU est boiteux.

« Mais il y a aussi des facteurs internes qui contribuent à la stagnation d'IU. Il faut en relever quatre dans le cadre de ce bilan.

« Le premier est lié aux problèmes d'organisation interne et se traduit dans la difficulté actuelle à connaître en détail le niveau réel d'engagement militant des adhérents d'IU. (...)

« Le deuxième tient au faible développement des mécanismes internes de débat et de circulation des idées. Pour une organisation qui met l'accent sur le programme, sur les ques-

tions programmatiques, c'est un déficit grave. Car la concrétisation des principales propositions programmatiques et la fluidité des rapports au sein de l'organisation dépendent de la circulation des idées et de leur discussion par les adhérents.

« Le troisième facteur interne négatif, dans une large mesure conséquence du précédent, tient à l'apparition de tendances sectaires, de comportements de chapelle et de carence dans la démocratie interne au sein des organisations. Les procès d'intention, les dénigrement et les accusations extra-politiques prennent parfois la place du débat et de la circulation des idées. On consacre beaucoup plus de temps à organiser ces procès ou à dénigrer l'autre qu'à penser à la mise en œuvre des principaux aspects du programme. Et l'esprit de secte progresse alors là où devraient prévaloir la discussion et le débat d'idées.

« Le quatrième facteur interne négatif tient aux relations qui se sont imposées en pratique avec les principaux médias. Aujourd'hui, les médias ont une influence de plus en plus forte sur les programmes et l'activité pratique des partis politiques. La libre opinion des adhérents et des votants est de plus en plus court-circuitée par

*l'ingérence, directe ou indirecte, brutale ou subtile, de certains médias. C'est une réalité qui affecte maintenant l'ensemble des partis politiques. Mais elle touche plus négativement IU que les autres, parce que les médias actuels s'attachent à discréditer ou à banaliser en permanence toute proposition transformatrice qui émane de la gauche. Dans ces conditions, la pratique habituelle de fuites vers les médias, sans le moindre respect des opinions des autres, dans l'idée d'exalter les divergences, ne peut qu'avoir des effets négatifs, opposés au projet d'IU. C'est une pratique corrosive pour la moralité de l'organisation et si elle se poursuit, elle finira par obscurcir l'idée, acquise à juste titre, qu'IU propose une autre façon de faire de la politique, une façon de faire de la politique plus conforme à l'éthique. »*

Ce document s'achevait sur un appel à la « responsabilité » de chacun et à la loyauté de tous les courants pour pouvoir discuter les divergences au sein d'IU, et non pas dans les médias intéressés à soutenir d'autres projets politiques. Ce document a été approuvé à la quasi unanimité des organismes de direction d'IU. Pour la première fois depuis longtemps, il y a eu consensus entre les différentes tendances.

### **Quand les médias s'en mêlent**

Mais, et c'était symptomatique, la majorité des médias a ignoré ou fait silence sur le contenu de cet accord, pour insister à nouveau sur les divergences au sein de l'organisation.

(...)

Dans tout cela, il y a beaucoup d'ignorance et plus qu'un peu de malhonnêteté. Les gens sincères ont tout lieu de se

demander de quel droit et avec quelle autorité morale on peut prêcher « l'unité de la gauche », « le pluralisme », « la critique et l'autocritique » quand, dans le même temps, on passe en coup de vent sur les crimes du GAL, on ne dit mot sur la corruption dans l'affaire Filesa, on se tait sur le scandale dans la réinterprétation des résultats du référendum sur l'OTAN, on se montre accommodant avec les monopoles dans les médias quand ils sont favorables, on ne prononce pas la moindre critique sur la réforme du code du travail, et on s'occupe à éclairer les gens sur l'opportunité de se réconcilier avec ce système inégalitaire au nom du « réalisme ».

### **A propos du PSOE**

Le vrai problème dans la crise d'IU ne se trouve pas dans l'affirmation ou la négation du pluralisme au sein de l'organisation, ni dans l'affrontement sur la politique syndicale à propos des retraites ou du nouveau pacte entre le patronat et les syndicats, ni même, comme on le prétend, dans la permanence de la conception des « deux rives » défendue par Anguita. Sans aucun doute, ces divergences pouvaient raisonnablement être discutées au sein d'une organisation pluraliste. Et elles ont effectivement été discutées pendant des mois dans différents forums spécifiques impulsés par IU.

(...)

Personne n'a jamais affirmé dans IU que le PSOE serait l'égal du PP (ou de CIU ou du PNV). Personne n'a jamais confondu les deux. On a seulement affirmé que le parti au gouvernement développait une politique qui n'était pas de gauche et que cette politique plaçait le PSOE sur « l'autre rive », avec les autres. Que cette vérité ait cessé d'être une vérité frappante quand le PSOE a perdu les élections et rejoint l'opposition (il a, pour ainsi dire, changé de rive) ne signifie pas qu'elle n'était pas vraie quand elle a été prononcée. (...) Où sont les textes autocritiques du PSOE sur son action entre 1983 et 1996 ? Où sont les manifestes des intellectuels du PSOE réclamant une autocritique de leur parti ? Que l'on sache, un projet d'autocritique a été élaboré en décembre 1996, par les partisans de Guerra, et on en est resté là, à l'état de projet.

(...)

Quant aux accusations farfelues d'« être contre les syndicats », elles servent à cacher ce qui importe vraiment aux tra-



vailleurs : de quoi discutait-on en chaque occasion ? que critique-t-on, concrètement, dans l'action de telle ou telle direction syndicale (et non pas des syndicats en général) ? Ces accusations ignorent de plus, systématiquement et symptomatiquement, qu'un secteur important des adhérents et des fédérations des Commissions Ouvrières, de la CGT, de l'USO et de plusieurs syndicats du Pays basque et de Galice ont défendu des positions très proches de celles de la majorité d'IU.

(...)

## IU et IC

La chronologie officielle des faits présente la crise dans IC (Iniciativa per Catalunya) comme une conséquence de la crise dans IU. Et la version officielle présente Anguita et le PCE comme responsables de la rupture entre les deux formations, IU et IC, qui ont toujours été unies, dès l'époque du PCE et du PSUC.

Quelle est la part de vrai dans tout cela, vu de Catalogne ?

Il faut d'abord bien préciser que nous ne sommes pas face à une rupture frontale entre IU et IC, mais face à une séparation entre une partie d'IC (actuellement majoritaire) qui s'unit à une partie d'IU (actuellement minoritaire) et qu'une autre partie d'IC (actuellement minoritaire) s'unit à une partie d'IU (actuellement majoritaire).

(...)

Le « Manifest de solidaritat amb IC » (Manifeste de solidarité avec IC), signé par quatre-vingt-dix intellectuels catalans, et publié sous forme de publicité dans les pages d'El País du 7 octobre, indépendamment de ce que l'on peut penser sur la forme et les détails, est, sur ce point, indéfendable et un peu moche.

Indéfendable parce qu'IC y est considérée comme un bloc, un tout qui s'affronte à IU, comme s'il n'y avait pas dans ses rangs les mêmes divergences qu'au sein d'IU ; qu'on suggère (sans la nommer explicitement) que l'autre partie d'IC (son secteur critique), le PCC et tous les indépendants qui sont d'accord avec cet autre point de vue, sont des « succursalistes » ; et parce qu'on efface de l'histoire de la résistance récente en Catalogne, par conséquence logique ou par insinuation, de nombreuses personnes qui ont tout donné pour le PSUC, la CONC et IC à ses débuts et qui aujourd'hui, pour les raisons évoquées, se trouvent d'accord avec (ne sont pas avec, ne se soumettent pas à) la majorité d'IU. Quelle triste ironie que de

prétendre introniser héritiers exclusifs du meilleur du patrimoine politico-culturel du PSUC précisément ceux qui ont vendu, congelé et liquidé ce patrimoine ! et que de vouloir identifier au contraire à la culture des purges et de l'élagage ceux sans le sacrifice desquels le PSUC n'aurait pas existé dans le passé ! C'est un Lopez Raimundo qui choisit de rester avec la majorité d'IU. C'est un Serradell qui choisit de rester avec la majorité d'IU. Nous avons suffisamment polémique avec eux dans ces pages. Mais qui peut se permettre, et de quel droit, de les effacer de cette histoire ?

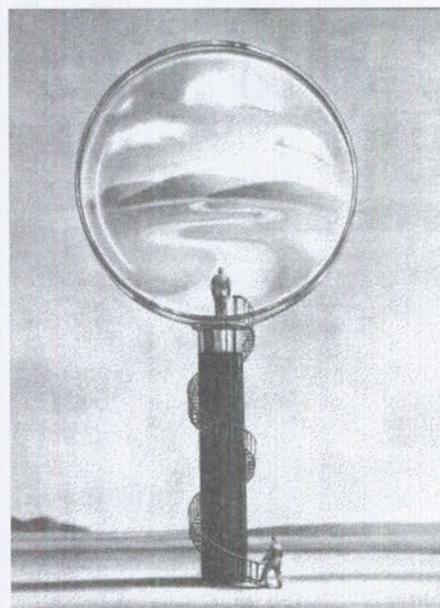
(...)

## La rupture est consommée

Nous ne pouvons pas cesser de nous interroger. Pourquoi, au nom de quoi réduit-on tout à la question de la « souveraineté d'IC », et occulte-t-on, en contrepartie le plus évident ? Qu'il y a au sein d'IC deux parties qui partagent la même histoire (ancienne et actuelle), même si elles s'opposent sur ce que veut dire être de gauche, aujourd'hui et maintenant, et ce qu'il faut faire pour défendre au mieux les intérêts de ceux d'en bas en Catalogne et en Espagne.

(...)

Que les divergences aient et ont en Catalogne (tout comme en Espagne) un caractère stratégique, le débat de ces derniers mois sur « l'Olivo » le démontre. Formellement, ce projet impliquait de réunir dans les prochaines élections les forces d'IC et celles du PSC et de l'ERC pour battre Pujol. Rien à objecter sur le plan formel. Mais on n'a pas encore répondu à la question décisive : avec quel programme, pour faire quoi et en faveur de qui ? Avec les mêmes privatisations et réductions de retraites que propose Prodi, qu'a proposées ici le PSOE et que pratique le PP, ou sans elles ? C'est cela qu'il faut expliquer aux gens. Mais à ce niveau, personne, aucun homme politique partisan de transposer l'expérience de l'Olivo, que l'on sache, ne s'est donné la peine d'expliquer à ses présumés électeurs en quoi consiste le programme de Prodi en Italie. Et quand quelqu'un l'a proposé, on lui a répondu qu'en réalité « l'Olivo catalan » était une invention des journalistes. C'est bien avec cette culture politique que la gauche doit rompre : occulter les programmes, solliciter le suffrage des électeurs comme s'il s'agissait d'un passeport ou d'une carte blanche pour s'allier ensuite avec n'importe qui.



La rupture est consommée. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour qu'on discute de projets et qu'ils se traduisent programmatiquement. Cela n'a pas été possible. Nous avons expliqué pourquoi. Il est maintenant inutile de s'installer devant le mur des lamentations. Il faut parler en termes positifs et pour l'avenir. Il faut revenir à la liste des revendications qui comptent pour les personnes qui veulent rester de gauche : républicains, fédéralistes, socialistes, communistes, libertaires, anarchistes. Ce qui est en jeu, c'est de savoir si, dans la situation actuelle, l'espace existe pour une gauche rouge, verte et violette, non subordonnée au PSC et au PSOE, une gauche qui défende sans équivoque les intérêts de ceux d'en bas, de ceux qui sont dans la pire situation sociale : les jeunes sans emploi, les femmes au chômage, les travailleurs précaires, ceux qui cherchent et ne trouvent pas de logement, les objecteurs et les insoumis, les personnes âgées à l'abandon et, plus généralement, tout ceux qui pensent qu'il faut faire quelque chose, concrètement, rapidement, pour éviter la croissance actuelle des inégalités de sexe et des inégalités sociales. (...) ■

### Rectificatif

Contrairement à ce que pouvait laisser entendre l'article publié dans notre dernier numéro, la réunion d'information sur le trotskysme et la IV<sup>e</sup> Internationale organisée par nos camarades présents au Festival mondial de la jeunesse à Cuba ne faisait pas partie des forums-débats de ce festival. Mais elle a pu se tenir dans des conditions assez satisfaisantes, avec l'accord des organisateurs du festival qui ont mis une salle de réunion à leur disposition.

# Trois ans après le génocide

Par  
Alain Mathieu

Un séjour de dix jours au Rwanda est bien sûr insuffisant pour rendre compte de l'ensemble de la réalité du pays. Il peut cependant alimenter un témoignage, et donner un aperçu de la situation trois ans après le génocide, des défis que doit relever ce pays, des questions politiques et économiques qui y sont débattues. Le témoignage que nous publions s'appuie sur des observations de voyage, la lecture de documents et articles de la presse rwandaise et internationale, et sur plusieurs rencontres avec des acteurs de la reconstruction du pays : un député et des membres du FPR, des journalistes indépendants, le directeur de l'hôpital de Kigali, le psychologue d'un « centre trauma », des femmes juristes qui travaillent auprès du Tribunal international d'Arusha, le Ministre de la jeunesse et des sports et bien d'autres.

Une précision avant tout : le voyageur au Rwanda ne peut oublier la confrontation avec la réalité d'un génocide. La visite de l'église de Ntarama devenue un des lieux mausolées du pays, où sont rassemblés les ossements des victimes, vous met brutalement face à l'horreur absolue et renforce l'idée que le génocide rwandais est un drame de l'histoire universelle. On n'oubliera pas que les mécanismes qui l'ont rendu possible sont à chercher tant dans l'histoire coloniale rwandaise que dans les responsabilités récentes de la communauté internationale, et singulièrement des pays de l'Union européenne.



C'est à l'aune de ces événements que doit être analysée la politique de reconstruction du pays.

## Priorité au retour des réfugiés

A peine engagée la reconstruction, les autorités ont dû faire face au retour de 1,3 millions de réfugiés rentrés en quelques mois du Zaïre ou de Tanzanie.

Toutes les observations confirment que le gouvernement a opté clairement pour un retour massif des réfugiés hutus et une politique de réconciliation.

Il a demandé aux rescapés de rendre les maisons qu'ils avaient squattées, parce que les leurs avaient été détruites et que les occupants avaient fui au Zaïre, et il leur a donné 15 jours pour partir. Et ce fut appliqué, souvent avec un délai plus long.

Aucun camps de réfugiés à l'intérieur du Rwanda : dès qu'ils rentraient, les réfugiés étaient dirigés vers leur village d'origine, et récupéraient leur maison et leur terre. L'accueil médical des réfugiés de retour du Zaïre a été assumé au mieux, aux frontières, dans les centres de santé, au Centre Hospitalier de Kigali pour les cas les plus graves.

On traverse un pays où partout des maisons neuves sont en construction. Ce programme massif de construction a été financé soit par des ONG, soit par le gouvernement qui fournissait les matériaux, charge aux groupes de femmes, de jeunes, aux communautés, de reconstruire eux-mêmes.

Il y a 300 000 orphelins au Rwanda... Un système efficace a été organisé pour que les enfants retrouvent des parents directs ou indirects. Les autres ont été placés dans des familles, pour éviter que se pérennise le système de l'orphelinat, sans issue pour les enfants. En visitant un orphelinat près de Kigali, on rencontre une cinquantaine d'enfants tutsis rescapés du génocide, mais aussi une quarantaine d'enfants hutus revenant ce mois d'août de l'exil au Zaïre. Plus de 1 200 enfants réfugiés au Zaïre sont passés en deux mois dans cet orphelinat. Ils arrivent souffrant de maladies et de malnutrition, terrorisés après leur errance dans les forêts, parfois muets et souvent incapables d'un minimum de comportement social.

Avec patience, attention et expérience, le personnel infirmier et les religieuses les rendent à la vie. Dès que possible, on les fait jouer ensemble avec les enfants tutsis orphelins du génocide. Le Rwanda fourmille d'initiatives de ce type, où on sent un souci extrême du sort des enfants et des jeunes, ainsi qu'une volonté d'éviter la cristallisation de haine ou de méfiance entre hutus et tutsis.

aidé au début, mais ensuite, devant le succès, les principales ONG de l'ONU, PNUD, HCR, PAM ont décidé d'apporter leur soutien.

Le projet est d'étendre l'expérience au niveau international, en multipliant les échanges avec des jeunes d'autres pays visitant le Rwanda de manière collective et participant à des chantiers de reconstruction. En retour des jeunes rwandais iront dans ces pays, pour « ouvrir, leur horizon, voir ailleurs que différence n'est pas synonyme d'intolérance ». Des jeunes érythréens vont venir bientôt, des jeunes japonais en discutent ...

## Un espoir, la jeunesse

Le ministre de la jeunesse et des sports, Jacques Bihozagara, a mis sur pied des « chantiers » ou « camps de solidarité de la jeunesse ». Cette expérience des plus prometteuse a été prise dans le but de contrer un des dangers majeurs qui menacent la jeunesse, celui de la constitution de groupes se rassemblant autour du traumatisme particulier qu'ils ont vécu et se marginalisant l'un l'autre : les jeunes tutsis rescapés du génocide, les jeunes essentiellement hutus revenant de l'exil au Congo/Zaire, les orphelins, chacun se fabriquant une identité. Dans ces chantiers, on amène tous ces jeunes à vivre et à dialoguer pendant plusieurs semaines, à organiser des activités socio-culturelles, tout en travaillant ensemble pour reconstruire des maisons, planter des arbres etc. Des discussions y sont organisées : Pourquoi le Rwanda en est arrivé là ? Quelles sont les raisons politiques ? Maintenant, qu'est-ce qu'on fait pour revivre ensemble ? Au début beaucoup étaient réticents, puis l'expérience a marché : les jeunes hutus rentrant du Zaire ont repris confiance en eux. Ils sont mieux préparés ainsi pour se réinsérer dans une société où les suspicions mutuelles peuvent se renforcer si rien n'est fait de manière volontariste. Dans ces camps, des jeunes se distinguent par leur volonté d'agir pour promouvoir la réconciliation et sillonnent ensuite le pays pour aider à étendre l'expérience. En 1996-1997, 22 000 jeunes sont passés dans 17 camps dans toutes les régions. Le succès rencontré a amené à étendre l'expérience aux adultes qui rentrent de l'exil au Congo/Zaire. Avec la même méthodologie, 40 000 réfugiés rentrés du Zaire de tous âges et de toutes professions, y compris ex-FAR, ont participé à des actions de ce type en août, avant une réintégration dans un emploi. C'est certes encore insuffisant, mais ces expériences se racontent et tracent la voie d'une réconciliation. Bien sûr, une partie de la presse occidentale a présenté ces camps comme des camps de rééducation à la Pol Pot... Seule l'UNICEF a

## Une justice qui se met lentement en place

Pas de réconciliation possible sans que justice soit faite, que les responsables du génocide soient jugés et condamnés, que soit mis fin au règne de l'impunité. Pourtant en trois ans le Tribunal International d'Arusha, censé juger les hauts responsables du génocide, n'a commencé que trois procès et inculpé 15 personnes. Le secrétaire de l'ONU, Kofi Annan, a même dû démettre deux des trois procureurs, qui freinaient les procédures. On sait que la France a tout fait pour paralyser le tribunal. Cet été pourtant, sept hauts responsables du gouvernement d'Habyarimana qui organisèrent le génocide, dont le premier ministre Kambanda, ont été arrêtés à Nairobi et emprisonnés à Arusha.

Mais en attendant, la justice rwandaise doit faire face, seule, au jugement de milliers d'acteurs du génocide. Le retour des réfugiés a entraîné un accroissement de la population carcérale, certains coupables se rendant d'eux mêmes à la justice, d'autres étant reconnus par les survivants. La volonté d'établir un état de droit a eu pour contrepartie une lenteur dans les procès ; il fallait mettre sur pieds les tribunaux, une cour d'appel, voter une loi spécifique établissant la définition des actes de génocide et de crimes contre l'humanité. Le viol, pratiqué massivement par les miliciens a été reconnu comme un crime, après l'intervention des femmes rwandaises auprès du parlement. Les poursuites ont été limitées aux instigateurs, non aux acteurs du génocide, dont beaucoup ont agi sous l'emprise de la peur ou de l'entraînement. Entre janvier et juin, 142 procès ont eu lieu, qui ont prononcé 61 peines de mort, 27 peines de perpétuité, 8 acquittements et 27 peines réduites. Aucune peine de mort n'a été exécutée, parce que la procédure d'appel doit être respectée, et bien que 5 appels

aient été rejetés. Il fallait former des avocats. En septembre 1997 le barreau de Kigali a été constitué par 50 avocats, ce qui va accélérer les procès. Les autorités rwandaises ont décidé de respecter les étapes pour rétablir droit et justice ... même si des voix s'élèvent dans le pays sur les lenteurs du jugement des meurtriers.

## Une volonté politique de réconciliation à l'épreuve du terrorisme

Pour stabiliser le pays, faire face à la menace militaire aux frontières tout en organisant le retour des réfugiés, il est indéniable qu'il a fallu une volonté politique claire et consciente de réconciliation nationale. Ce qui n'exclut pas que des exactions, des actes de vengeance ou des excès dans la répression se soient produits de la part de l'armée rwandaise.

Depuis le retour des réfugiés, les miliciens hutus extrémistes et les ex-FAR ont renforcé leur organisation et leur armement à l'intérieur du pays. Ils ont multiplié dans le nord-ouest des tueries sélective de tutsis, ciblé les membres d'ONG et les techniciens étrangers coopérants, puis accompli des attaques indiscriminées contre des écoles, ou contre la ville de Gisenyi, au mortier. Ces groupes du Hutu Power n'ont plus aucun objectif politique, si ce n'est d'empêcher la réconciliation et de paralyser l'activité économique dans cette région par des actions terroristes aveugles. Leurs attaques sont suivies d'opérations de repréailles de l'armée, qui font parfois des victimes dans les populations civiles, de la part de soldats apeurés, mal entraînés et mal commandés. P. Kagamé a démis de leurs fonctions 13 officiers à la suite de ces excès dans la répression. Il vient récemment de reconnaître que l'armée rwandaise avait une responsabilité dans la mort de centaines de réfugiés au Zaire. Mais il rejette l'accusation de massacres systématiques, et parle d'un « résultat de la guerre » où l'ONU porte une responsabilité pour n'avoir jamais séparé les combattants des ex-FAR des vrais réfugiés. « Et c'est parce que certains étaient armés, et que parfois ils combattaient alors qu'ils étaient mêlés à des femmes et des enfants, qu'il y a eu la mort de nombreuses personnes. » Favorable à une commission d'enquête, il estime qu'elle devra aussi établir les responsabilités dans la militarisation des camps de réfugiés.

Les soldats rwandais présents au Congo-Kinshasa rentrent au Rwanda, et mènent une offensive conjointe avec les armées ougandaises et congolaises contre les derniers bastions de résistance des ex-



FAR à la frontière des trois pays.

La démobilisation de plusieurs milliers de soldats rwandais a commencé, avec un programme de réintégration dans la vie civile de 40 000 ex-FAR et de 17 000 soldats de l'APR.

## Le carcan du FMI et de la dette

En trois ans, le gouvernement peut se targuer de réussites certaines. Les services publics et les transports se reconstruisent, la production reprend. Le PNB a retrouvé 72 % de son niveau de 1990, il était de 48 % en 1994. L'inflation est tombée de 64 à 9 %. Deux facteurs ont permis ce redressement ; l'aide internationale, (même si l'Union européenne accordait 75 % de son aide aux camps de réfugiés au Zaïre et 25 % au Rwanda !) a permis la remise en route des rouages de l'état et des filières thé et café, et le retour d'environ 100 000 réfugiés de la diaspora d'après 1959, qui ont apporté ressources, investissements, et nombre de cadres qui manquaient à une administration décimée ou exilée.

Emile Rwamasirabo, directeur du centre hospitalier de Kigali, nous rappellera qu'au lendemain du génocide, les Nations-unies avaient installé avec les ONG ce qui ressemblait à un gouvernement parallèle, qui se réunissait hebdomadairement et déployait les ONG indépendamment des autorités administratives du pays. Les ONG eurent l'impression qu'elles avaient en fait le droit de faire ce qu'elles voulaient, et le gouvernement, (qui n'avait aucun moyens, dans des ministères pillés, sans véhicules ni téléphone...) a dû réagir et dire fermement que la priorité était à la restauration des fonctions de l'État, des services publics, et que les ONG devaient travailler en collaboration avec les autorités. Certaines ne l'ont pas accepté. Aujourd'hui la collaboration s'est maintenue avec les ONG qui jouent le jeu. Par

exemple, le système de santé s'est reconstruit, avec 32 hôpitaux et 300 centres de santé, la couverture vaccinale des six grandes maladies tropicales atteint 90 % de la population.

Un état se reconstruit, même s'il est encore très dépendant de l'aide extérieure. La marge de manœuvre du gouvernement pour faire des choix de politique économique est extrêmement réduite. Ils devra se conformer pour longtemps aux exigences du FMI et de la Banque mondiale, qui conditionnent leurs prêts au strict respect de l'économie de marché et aux recettes habituelles : réduction du secteur d'état, libéralisme à tout crin, remboursement de la dette. La banque Mondiale va même jusqu'à fixer un nombre de fonctionnaires par ministère, équivalent à 50 % d'avant le génocide pour une population qui est revenue à son niveau d'avant 1994, environ 7 millions d'habitants.

La dette extérieure du Rwanda s'élève à 1 milliard de dollars. Cette dette est essentiellement celle du régime précédent, qui se servit de l'aide internationale pour acheter les armes du génocide. En fuite à Goma, l'ancien régime continua ses opérations bancaires jusqu'en août 1994, parce que le FMI, la Banque mondiale et les banques françaises et belges n'ont pas bloqué ses comptes bancaires... alors qu'ils en avaient le pouvoir. Résultat, le Rwanda devra rembourser 155 millions de dollars par an à partir de 1998.

## Le renouveau d'une perspective panafricaniste

La situation régionale ouverte par le renversement de Mobutu offre peut être une opportunité pour desserrer l'étau. Des politiques économiques communes avec les pays voisins sont désormais possibles. La guerre se termine et les options politiques proches des régimes ougandais, congolais et rwandais permettent d'envisager une intégration régionale, déjà en route autour de projets économiques discutés cet été lors de rencontres régionales. Pour la première fois réapparaît un fort

sentiment panafricaniste dans la région, après la chute de l'apartheid et celle de Mobutu, et qui permet de poser les questions du développement économique à l'échelle du sous continent. Une « zone d'influence africaine » se crée, plus importante que le conflit entre zones « anglophones » ou « francophones » dont on nous rabâche les oreilles en occident.

Les débats commencent autour d'une série de questions. Comment réorganiser la production à long terme ? Au Rwanda ce sont les structures de base de la société qui sont faussées au départ : pas de ressources en sous-sol, quasiment pas d'industrie, une grande masse de paysans produisant à peine de quoi survivre, avec un petit surplus à destination des marchés pour le peu de population qui vit en ville. Quelle réforme agraire pour augmenter la productivité, dans un pays où la houe est le seul instrument utilisé par les paysans ? Déjà le gouvernement reconstruit les maisons en hameaux, alors que le Rwanda a traditionnellement un habitat dispersé dans les campagnes. Cette reconstruction vise aussi une modification du mode de vie, en s'orientant vers une réforme agraire. Ici, pas de gros propriétaires à exproprier, au contraire les parcelles sont morcelées à l'infini, chacun occupe son lopin de terre mais de façon dispersée et anarchique. Comment éviter ce gaspillage de moyen, introduire un début de mécanisation, de coopératives ? Comment développer une industrie agro-alimentaire ? Quelle formation professionnelle pour les indispensables techniciens et les médecins ? Comment trouver les moyens de mobiliser la jeunesse, les femmes, les paysans ? Quelle place et quel contrôle sur l'armée, la seule force vraiment organisée dans la société ? Quelles sont les forces sociales qui peuvent être mobilisées pour appuyer une transformation sociale, dans un pays où il n'y a quasiment pas d'industrie, une masse paysanne non organisée et une très faible couche moyenne ?

## Le libéralisme n'a pas de frontières

Le Rwanda est sous cet aspect différent du Congo/Zaïre où existe, même faible, une classe ouvrière dans les mines, les chemins de fer, l'électricité etc. Comment contrôler et taxer ceux des commerçants et spéculateurs qui s'enrichissent ? Faut-il privatiser le télécom ? question qui suscite ces dernières semaines autant de polémiques à Kigali... qu'à Paris. Si la coopération régionale peut donner plus de marge de manœuvres, elle n'évitera pas la question

donné une lueur d'espoir. » On s'étonne devant ce paradoxe : ce sont les survivants du génocide qui sont les plus délaissés. Explication : les ONG internationales ont concentré leur aide aux réfugiés de retour des camps du Zaïre et les bailleurs de fonds conditionnent leurs prêts à ce qu'elle soit utilisée directement pour ces réfugiés. Mais pour les rescapés du génocide, ces organismes n'apportent quasiment aucune aide, et le gouvernement a peu de moyens. Parfois se développe parmi les rescapés un ressentiment, eux qui sont les plus démunis, les plus traumatisés, et qui reçoivent le moins d'assistance. Des ONG locales cherchent à mobiliser des énergies et des fonds, mais avec difficulté.

Significative des débats actuels au Rwanda et des difficultés du pouvoir à trouver des relais dans certains secteurs de la société, une affaire a défrayé la chronique cet été : a Gysenyi, dans le Nord ouest du pays, la région de l'ex-président Habyarimana, là où les ex-FAR sont encore très actifs, le gouvernement a nommé préfet un ancien responsable hutu, dont certain disent qu'il fut impliqué dans le génocide. Le gouvernement s'en défend, rappelle que cet homme, même s'il a pu partager l'idéologie ethniste avant 1994 et a suivi le MRND d'Habyarimana, n'a pas trempé directement dans le génocide, et surtout qu'il est désormais entièrement favorable à la politique de dialogue et de reconstruction du gouvernement. A ce poste il fera mieux passer le message de réconciliation aux populations hutu pour les arracher à l'emprise des extrémistes. Certains critiquent cette décision que Paul Kagamé a justifiée d'autres approuvent en disant qu'il faut bien que le gouvernement trouve des relais pour une politique de reconstruction en commun du pays.

## Un gouvernement de coalition

A la lecture de la presse occidentale, on croit que le FPR gouverne seul, et que les ministres hutus membres du FPR ou non, ne sont que des alibis. La réalité est bien différente et a des conséquences politiques.

Arrivant au pouvoir après avoir arrêté le génocide, le FPR a voulu respecter l'esprit des accords d'Arusha, en trouvant un accord avec les autres partis de l'opposition hutu, sur un programme minimum, pour constituer un parlement et un gouvernement. Au parlement, sur 70 sièges, le FPR a 13 députés, 6 autres députés sont des militaires qui représentent l'armée, et le reste des sièges est partagé entre les différents partis d'opposition qui existaient sous Habyarimana ( Parti Libéral, Parti Social Démocrate, Parti Démocrate chré-

tien, Parti pour la démocratie islamique, Parti socialiste rwandais).

La volonté de représenter toutes les forces politiques, à l'exception du parti MRND qui avait organisé le génocide, se retrouve aussi dans la composition du gouvernement, où seul un tiers des ministres provient du FPR, même si celui-ci contrôle les ministères-clé comme la défense et l'intérieur.

Ce gouvernement de coalition correspond à la priorité donnée à la réconciliation nationale.

## Difficulté d'inventer un processus démocratique

La relance d'une vie politique et démocratique se heurte à des obstacles qui n'ont rien de « classique ». Tito Rutaremara, député FPR, est un des vétérans du Front, qui joua un rôle important dans l'élaboration du programme du FPR dans les années 80. Il nous a expliqué pourquoi ils ont décidé de limiter l'activité des partis pendant une période de 5 ans ; ils jugeaient que dans la situation post-génocide, ils serait inévitable que les partis se constituent sur une base ethnique. Ils fallait à tout prix éviter cela, car une « vie politique » et des élections avec de tels partis auraient tout de suite renforcé, au lieu de l'apaiser une dynamique de conflit ethnique déjà vives au lendemain du génocide. D'où la définition d'une période de transition pour rétablir une vie normale, faire baisser les peurs et les haines, réapprendre les mécanismes d'une vie commune, avant que puisse reprendre une activité politique digne de ce nom, qui ne soit pas une couverture de clivages ethniques. Cette position du FPR a été acceptée par tous les autres partis. Et le FPR se l'est appliqué à lui-même : tout comme les autres partis, il ne fonctionne pas comme tel, il n'y a pas d'adhésions, ni réunions de militants, ni réunions publiques. Les directions, et les députés à l'assemblée ont été désignés par chaque parti pour la période de transition avant de futures élections.

On a beau être un fervent partisan de l'exercice du multipartisme en toute circonstance, on trouve dans la singularité de la situation rwandaise des arguments compréhensibles pour justifier le choix de limiter l'activité partisane. Ce choix, sans doute inévitable, entraîne cependant un affaiblissement du débat politique, et une difficulté à formuler et à débattre d'un projet de société. Si l'idée d'une période de transition est compréhensible, en revanche elle oblige à inventer d'autres formes d'exercice de la démocratie.

Après trois ans consacrés à sortir la

des rapports avec le marché mondial et les institutions financières internationales. Entre le Rwanda totalement dépendant du plan d'ajustement structurel, l'Ouganda qui fait figure exemplaire d'une « bonne gouvernance » en respectant les recettes du FMI, et le Congo-Zaïre qui refuse pour l'instant les fourches caudines du FMI en comptant sur les réserves de son sous-sol et l'aide de l'Afrique du Sud, un éventail de choix relatifs s'offre désormais aux dirigeants de la région. Mais pendant ce temps la logique du libéralisme mondialisé s'applique, et inévitablement la dynamique sociale prend la même tournure que partout ailleurs où ses recettes sont appliquées. La paysannerie, qui regroupe 90 % de la population, est relativement pauvre, comme la masse de ceux qui reviennent des exils ou les survivants du génocide. Mais à côté on voit bien que se forme une couche de commerçants et de spéculateurs qui profitent de la relance des échanges pour s'enrichir. Si la volonté politique de réconciliation du gouvernement est incontestable, elle ne pourra surmonter les clivages ethniques sans donner la priorité à la satisfaction des besoins sociaux.

A cause de la tradition orale très forte et du taux d'analphabétisme important, la presse écrite est faiblement diffusée, la radio est le seul média très écouté même dans les endroits les plus reculés. Cependant le ton de la presse écrite est libre et des voix s'y font entendre pour mettre en garde contre les conséquences sociales, comme dans cet éditorial de « Libération-Rwanda » : « Nous risquons de sortir d'une lutte de libération pour entrer dans une autre, celle des classes. La classe des pauvres qui s'appauvrissent chaque jour davantage et celle des riches qui s'enrichissent sur le dos du peuple. C'est vrai, trois ans c'est peu. Mais quelques mesures pour réprimer les pratiques discriminatoires, pour assainir la gestion de la chose publique, pour réhabiliter les rescapés du génocide, en plus de ce qui a été fait sur le plan sécuritaire et du rapatriement des réfugiés, auraient atténué la soif de changement et auraient

## Rwanda

pays de l'abîme, après avoir écarté la menace aux frontières, c'est maintenant que commence un débat sur les choix possibles.

Comment inventer des formes démocratiques où la population pourrait commencer à s'exprimer et à décider des questions qui la concernent directement ? Autrement dit comment faire renaître une pratique politique ? Certains évoquent l'expérience de l'Ouganda voisin, où le régime de Museveni a mis sur pied des conseils communaux dans tout le pays, tout en préparant un processus électoral. Au Rwanda c'est un débat qui ne fait que commencer.

### Redéfinir un projet politique

Les militants et cadres que nous avons rencontrés au Rwanda sont sans doute les plus conscients de ces questions politiques et sociales, par les postes qu'ils occupent, et par la culture politique dont ils sont issus, marquée par des références au marxisme ou à des exemples de transformation sociale d'autres pays. Mais ils semblent peu nombreux à côté d'autres courants, dans le FPR, mais aussi dans les autres partis de la coalition gouvernementale, pour qui le libéralisme est la seule politique possible, et qui sont plus éloignés des préoccupations sociales.

Le FPR est désormais confronté aux problèmes classiques des mouvements de libération nationale : pendant la lutte, l'unité du mouvement se fait sur les objectifs communs de renversement du régime dictatorial pour une solution démocratique. Arrivés au pouvoir, les contradictions se font jour, les questions sociales et d'orientation politique tiraillent le mouvement. Le FPR est un front, et plusieurs options y coexistent.

Les cadres du FPR avaient élaboré un projet politique de transformation de la société. Mais personne parmi eux ne pouvait imaginer à l'avance arriver au pouvoir au lendemain d'un génocide, ni envisager l'ampleur de celui-ci. Alors c'est comme si tous les plans et projets antérieurs étaient soudainement devenus obsolètes, et qu'il fallait en redéfinir de nouveaux, intégrant les nouvelles données de la situation. On percevra aussi au fur et à mesure de nos rencontres comment le traumatisme du génocide a frappé à un titre ou à un autre tous les membres de cette société, y compris ses militants les plus conscients. Il faut imaginer le choc que représenta pour beaucoup d'entre eux le retour au pays, au village, en ville, en découvrant que toute la famille a été massacrée ou qu'il ne restent qu'un ou deux survivants. Il leur fallait redécouvrir en même temps une société qu'ils avaient dû quitter comme exilés pendant 10 ou 20 ans, ou qu'ils

n'avaient jamais connue, parce que nés en Ouganda dans les camps des réfugiés tutsis qui fuyaient les massacres répétés. Ils rentraient au pays en constatant sa destruction quasi totale et l'énormité de la tâche à accomplir. .... Tout cela n'a pu que renforcer un empirisme déjà présent dans la tradition du FPR : pour s'en sortir, il était certain qu'ils ne trouveraient ni expérience, ni modèle, ni recettes pour reconstruire cette société là.

### Le devoir de solidarité

Les puissances occidentales ont une responsabilité majeure dans la reconstruction, selon qu'elles maintiendront ou non leur hostilité à ce régime, « coupable » aux yeux de certains d'avoir arrêté lui-même un génocide alors que l'ONU a laissé faire. Si nous voulons être solidaires du peuple rwandais, c'est sur ce terrain que nous devons concentrer nos efforts : pour l'annulation de la dette rwandaise, pour une aide sans contrepartie en réparation à un peuple victime d'un crime contre l'humanité. Au niveau pratique, les possibilités d'action solidaires concrètes ne manquent pas dans tous les domaines, (santé, justice, femmes, éducation...) qui peuvent mobiliser associations, syndicats, municipalités... en lien avec les associations rwandaises.

Des liens peuvent s'établir avec ceux qui luttent au Rwanda pour redonner à leur pays un visage plus humain, débarrassé de l'ethnisme, terreur en Afrique du racisme et du fascisme qui, sous toutes les latitudes, peuvent mener aux génocides.

Nous qui luttons pour un avenir socialiste, ne ménageons pas notre solidarité, sans attendre pour autant que surgisse du Rwanda une expérience de transformation sociale révolutionnaire : l'état de développement de la société, comme la singularité de la situation post-génocide, imposent des limites objectives et subjectives à cette étape de reconstruction.

Il faut multiplier les échanges, les voyages, pour rendre compte de la situation. Pour, aussi, écouter les militants rwandais les plus conscients, et débattre avec eux sans croire tenir des solutions alternatives venues d'autres expériences de transformation sociale, tant la situation est sans comparaison possible. Tous les efforts entrepris dans ce pays pour faire triompher une volonté politique de réconciliation, au milieu du flot de haines créés par le génocide, doivent être soutenus pleinement. Ils sont partie prenante de la lutte universelle que nous menons pour la libération de l'humanité. ■

# LE TROISIÈME ÂGE DU CAPITALISME

L'ŒUVRE MAJEURE DE L'ÉCONOMISTE ERNEST MANDEL (1923-1997)

Vient de paraître

ERNEST MANDEL

## LE TROISIÈME ÂGE DU CAPITALISME

Nouvelle édition



Les Éditions  
de la Passion

544 pages, format 15 x 24 cm, glossaire, index des noms.  
Faculté de retour illimitée.

ISBN : 2-906229-31-8

Les Éditions de la Passion  
18, rue Claude-Bilher  
75012 Paris

*Le Troisième Âge du Capitalisme* écrit par Ernest Mandel représente la toute première tentative de combiner la théorie générale des « lois du développement » du mode de production capitaliste entreprise par Karl Marx avec l'histoire concrète du capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle. Augmenté de deux articles portant sur les dernières évolutions du capitalisme de 1975 à nos jours, cet ouvrage écrit en 1971 prévoyait avant qu'elle n'éclate la crise économique qui ronge depuis vingt-cinq ans les économies occidentales. Ernest Mandel fut salué et reconnu comme un des plus grands économistes de son temps. La réédition de la réflexion scientifique, théorique et critique de Ernest Mandel s'imposait donc comme une contribution essentielle aux débats portant sur les ravages planétaires actuels du marché. La traduction a été entièrement revue et corrigée grâce aux notes laissées par Ernest Mandel : l'appareil critique (notes, références, citations) a été réactualisé et unifié d'après les traductions les plus récentes.

(Préface de Daniel Bensaid.)

195 F

# L'éléphant dans la piscine

Par  
Livio Maitan

**Au cours des derniers mois, trois événements - l'intégration de Hong Kong dans la République populaire, le XV<sup>e</sup> congrès du parti (12/18 septembre) et le voyage de Jiang Zemin aux États-Unis - ont attiré à nouveau l'attention internationale sur la Chine. A juste titre : car ces événements, d'une portée très différente, aident à faire le point sur la situation et à saisir les tendances qui opèrent dans le pays. De toute évidence, c'est le congrès, tenu du 12 au 18 septembre avec la participation de plus de 2 000 délégués, représentant 58 millions de membres et 3,4 millions d'unités de base qui fournit le plus d'éléments. Les dirigeants chinois lui attribuaient une importance majeure et l'avaient préparé, entre autres, par un long discours de Jiang Zemin à l'École centrale du parti (29 mai).**

C'était à leurs yeux l'occasion de faire un bilan de la période de relance et d'approfondissement du cours nouveau (1992-1997), de projeter une stratégie à moyen et long terme, d'essayer de redonner une cohérence à l'idéologie du parti et de recomposer le groupe dirigeant après la disparition de Deng Xiaoping.

En fait, le rapport de Jiang au congrès, bien que truffé de tautologies et d'expressions stéréotypées et répétitives (1), a dressé un tableau d'ensemble assez complet, qui, sans cacher les difficultés — nous y reviendrons —, a mis en relief les aspects positifs dans une tonalité d'optimisme.

Cette tonalité optimiste est particulièrement frappante dans l'analyse de l'état du monde. Il est vrai que les dirigeants chinois peuvent se féliciter du rôle croissant que leur pays joue à l'échelle internationale et de certains succès diplomatiques comme l'accord réalisé récemment avec la Russie, entre autres, sur la délimitation des frontières, de même que du dynamisme de leur commerce extérieur. Ils peuvent aussi estimer que le voyage de Jiang aux États-Unis après le congrès a atteint dans une large mesure ses buts : le renforcement des rapports économiques entre les deux pays (y compris grâce à des concessions chinoises en matière de réduction des tarifs douaniers) et la reconnaissance par Washington de la République populaire comme un interlocuteur valable et incontournable. De surcroît, la querelle sur les droits humains et démocratiques est apparue absolument secondaire, Clinton en ne la soulevant que tout à fait hypocritement et pour la galerie et Jiang en ne concédant que des propos ambigus n'impliquant pas le moindre engagement. Ceci dit, c'est quand même faire preuve d'optimisme que d'expliquer : « A l'heure actuelle, la situation internationale d'ensemble évolue vers la détente (...) Le désir de paix, la recherche de la coopération et la promotion du développement sont devenus la tendance principale de notre

époque » ; que de prendre pour argent comptant « la tendance vers la multipolarité » ; que d'affirmer que « l'avenir de l'humanité est brillant, même si le chemin est couvert d'embûches ». Il est vrai qu'on y ajoute une considération plus réaliste : « le monde n'est pas encore tranquille ». Mais c'est bien le moins qu'on puisse dire !

## Une progression économique qui continue

Comme il fallait s'y attendre, le rapport a rappelé les données positives de la croissance économique dont l'augmentation de 12,1 % par an du produit intérieur brut de 1992 à 1997 et la diminution plus récente du taux d'inflation (de 21,7 % en 1994 à 6,1 % en 1996). Plus particulièrement, il a souligné que « la partie orientale du pays a connu une croissance économique rapide et le rythme de développement économique a également été accéléré dans les parties centrale et occidentale » ; que « le VIII<sup>e</sup> Plan quinquennal a été couronné de succès » et que « la production des céréales et des autres produits agricoles a augmenté de façon continue » (la production céréalière est passé de 442 millions de tonnes en 1992 à 490 millions en 1996, année très favorable, alors que celle du coton a été plus irrégulière ayant baissé, par exemple, de 1995 à 1996) (2). La réserve de devises s'élevait fin 1996 à 105 milliards de dollars (+500 % par rapport à fin 1991). Quant aux capitaux étrangers, la Chine a reçu, depuis 1992, 204,3 milliards de dollars, dont 151 investis directement par des hommes d'affaires étrangers (entre 1979 et 1992 la somme totale avait été 6 fois moins importante).

A la suite de cette progression économique, selon Jiang, « le niveau de vie du peuple a été amélioré sensiblement. Le revenu annuel par habitant consacré aux

1) Exemple, le leitmotiv revenant des dizaines de fois : portons haut levé le grand étendard de la théorie de Deng Xiaoping.

2) Ces données ont été publiées à la veille du congrès.



dépenses courantes a augmenté de 7,2 % en chiffres réels pour les citadins, alors que le revenu net annuel par habitant a augmenté de 5,7 % en chiffres réels pour les paysans (...) La population pauvre a diminué de 32 millions ». Les tickets de rationnement à l'achat des produits industriels ont été partout supprimés de même que les tickets à l'achat des céréales. Selon des données reprises dans un article de *Beijing Information* (BI), n°39-1997, le revenu moyen annuel des ménages urbains a atteint l'année dernière 4 300 yuans (+3 %) et le revenu des paysans 1 900 yuans (+9 %). Des augmentations assez sensibles et constantes des dépôts bancaires ont été aussi enregistrées (par exemple, de 885,85 milliards de yuans en 1996 par rapport à 1995).

## Un cadre idéologique redéfini

Mais c'est la partie du rapport qui esquisse les perspectives à moyen et à long terme qui mérite surtout d'être mentionnée. Vingt ans après le début d'un cours nouveau qui a bouleversé la réalité socio-économique du pays et marqué une continuité en contraste avec les changements incessants de la période 1949-1978, il était impératif pour la couche dominante de rationaliser, pour ainsi dire, sa pratique. Les explications avancées au fur et à mesure que le tournant se concrétisait, s'avéraient désormais insuffisantes, d'autant plus que la disparition du vieux patriarcat avait de toute façon ouvert une nouvelle phase au niveau de la direction politique. L'ambition majeure du rapport de Jiang — présenté après une discussion de quatre jours au Comité central — était justement de satisfaire ce besoin. Les rappels d'échéances séculaires, voire de l'histoire millénaire du pays, soulignent davantage les enjeux de l'entreprise de Jiang qui s'efforce, par ailleurs, d'apparaître comme un novateur en matière de théorie (3). Cette partie de son rapport est la moins stéréotypée : il n'en découle pas nécessairement que ses innovations représentent

effectivement un enrichissement du marxisme.

En gros, Jiang définit « deux bonds historiques qui ont donné naissance à deux grandes théories concernant la révolution et l'édification de la Chine (...) : la pensée de Mao Zedong et la théorie de Deng Xiaoping ». Glissons sur les rappels un peu désinvoltes aux assises du parti ayant rythmé l'élaboration des théories susmentionnées — et sur les multiples omissions y compris au sujet de la trajectoire mouvementée du petit timonier. En fait, le souci principal de Jiang — après avoir réaffirmé la nécessité de faire un tri des conceptions de Mao — est de monter en épingle l'apport de celui qui « a ouvert une nouvelle voie pour une nouvelle ère et a amorcé la nouvelle théorie de l'édification du socialisme à la chinoise ». Le « critère fondamental pour juger toute action » doit être, selon Deng, celui des « "trois favorables", à savoir si elle est favorable à la promotion de la croissance des forces productives d'une société socialiste, à l'expansion de la puissance globale de l'État socialiste et à l'élévation du niveau de vie du peuple ».

Mais, pour se référer encore à Jiang, la contribution majeure de Deng a consisté dans la définition du « concept scientifique du stade primaire du socialisme », alors que « l'une des raisons fondamentales des échecs à édifier le socialisme avant 1978 a été que certaines de nos tâches et de nos politiques allaient au delà du stade primaire du socialisme ». C'est justement au cours de ce stade, incontournable pour un pays arriéré, qu'« on devra mettre fin progressivement au sous-développement et accomplir pour l'essentiel la modernisation socialiste » ; qu'« une société, dont les pauvres constituent une très grande partie de la population, laquelle a un faible niveau de vie, deviendra progressivement une société où toute la population vit à l'aise » et qu'« on rétrécira l'écart entre la Chine et le standard du monde avancé ». Le souci de ne pas prendre des engagements à court terme transparaît, d'ailleurs, tout au long du rapport. On y lit, par exemple : « Ce processus historique prendra au moins un siècle pour être achevé. Consolider et développer le système socialiste prendront davantage de temps et exigeront la lutte persistante de plusieurs générations, une douzaine ou même de plusieurs douzaines ». Jiang ne court donc pas le moindre risque qu'un délégué quelconque du XV<sup>e</sup> congrès lui demande un jour des comptes sur la réalisation de son projet !

La conception du « stade primaire du socialisme » comporte des choix en matière de structures socio-économiques. A ce sujet, Jiang explique notamment que « conserver la position dominante à la propriété publique et développer parallèlement diverses formes de propriété constituent le système économique fondamental de la Chine ». Plus loin il ajoute : « Le secteur public comprend non seulement les secteurs d'État et collectif, mais également les éléments de propriété publique et collective du secteur de propriété mixte (...) Les biens publics sont dominants au sein du total des biens de la société, et le secteur d'État contrôle l'essentiel de l'économie nationale et joue un rôle dirigeant au sein du développement économique ». Somme toute, rien de nouveau dans de telles formulations. Mais Jiang fournit des indications supplémentaires qui, du moins à notre connaissance, n'avaient pas été jusqu'ici explicitées, sous une telle forme, dans des textes officiels. « La propriété publique peut et doit prendre des formes diversifiées. Toutes les méthodes de gestion et toutes les formes organisationnelles qui reflètent les lois régissant la production socialisée peuvent être employées audacieusement (...) Le système des sociétés par action est une forme d'organisation du capital des entreprises modernes, propice à séparer la propriété de la gestion et à améliorer l'efficacité d'exploitation des entreprises et du capital. Il peut être utilisé autant dans le capitalisme que dans le socialisme. On ne peut dire vaguement que le système de société par actions est public ou privé ; la clé, c'est de voir qui détient les actions. Le fait que l'État ou un collectif détienne le contrôle des actions revêt de façon évidente les caractéristiques de la propriété publique, et est propice à l'expansion de la sphère contrôlée par le capital public et au renforcement du rôle dominant de la propriété publique ».

Ces formulations théoriques entrent dans le domaine de l'idéologie au sens marxiste du terme. En d'autres termes, elles représentent une conscience mystifiée et visent à justifier une pratique déjà existante. Leur noyau rationnel réside dans l'effort d'aborder un problème réel par rapport aux hypothèses classiques esquissées par Marx dans sa Critique du

3) Jiang a dit, entre autres : « De grands et rapides changements ont lieu dans le monde et, tout particulièrement, le progrès quotidien de la science et de la technologie a profondément changé et continuera à changer les activités économiques et sociales actuelles et l'image de l'humanité ».

éclairante.

Le thème de la restauration du capitalisme en Chine a été repris dans de nombreux commentaires sur le dernier congrès. Nous continuons à ne pas partager l'avis de ceux qui pensent que la dynamique restaurationniste s'est déjà imposée. En fait, les formulations idéologiques susmentionnées reflètent la persistance de rapports structurels qui ne sont toujours pas capitalistes et n'ont pas connu des changements qualitatifs par rapport aux phases précédentes (4). Le secteur public reste prédominant ; le secteur collectif, en dépit de son hétérogénéité et de la dynamique potentielle de certaines de ses composantes, ne saurait être annexé au secteur privé, comme des statistiques l'ont abusivement fait ; les choix économiques essentiels sont déterminés par l'État et non par la logique d'une accumulation capitaliste (5). *Last but not least*, les structures politiques n'ont connu aucun changement un tant soit peu important.

A ce propos, les indications du congrès sont parfaitement claires. Dans sa définition du stade primaire du socialisme, Jiang affirme sans détour que « *maintenir un environnement politique stable et l'ordre public sont d'une extrême importance. Sans stabilité on ne peut rien réaliser* ». Les passages sur les institutions politiques et leur fonctionnement ne comportent pas la moindre nouveauté : les concepts et les formulations les plus stéréotypés reviennent d'une façon implacable. En pratique, aucun desserrement n'est envisagé : les opposants les plus connus restent en prison et l'appel au congrès par Zhao Ziyang pour une révision du jugement sur Tien Anmen a été tout simplement ignoré. Le rôle hégémonique du parti a été réaffirmé dans tous les domaines et sous une forme particulièrement catégorique par rapport à l'Armée dont on statue qu'elle « *doit continuellement maintenir la direction absolue par le Parti* » (6). Rien de nouveau non plus en ce qui concerne le mode de fonctionnement : le pouvoir reste concentré entre les mains d'une équipe centrale restreinte. Il y a eu des changements, inévitables ne fût-ce que pour des raisons d'âge. Le nouveau comité central est composé de 193 membres et 151 suppléants. Qiao Shi, qui en tant que président de l'Assemblée nationale avait introduit des règles plus souples amenant parfois à des différenciations significatives, n'a pas été réélu. Le comité permanent du bureau politique, en y incluant Jiang, est compo-



programme de Gotha et Lénine dans L'État et la révolution et ailleurs. La question est de savoir si dans le cas de pays arriérés la distinction entre phase socialiste et phase communiste d'une société post-révolutionnaire suffit à saisir les différents problèmes qui se posent ou s'il faut concevoir une phase préliminaire visant à débayer le terrain. C'est une problématique que les marxistes révolutionnaires ont abordé à plusieurs reprises et sur laquelle il faudra revenir. Ici, il nous intéresse de souligner que les formulations de Jiang et d'autres similaires qui reviennent dans des textes chinois, aussi mystifiantes soient-elles, se placent quand même dans l'optique de la couche dominante d'une société de transition bureaucratifiée et non dans celle d'une restauration du capitalisme. Une comparaison entre cette idéologie et l'idéologie des courants qui ont eu le dessus dans l'ancienne Union Soviétique et dans d'autres pays d'Europe orientale serait à ce propos absolument

sé de 7 membres, dont certains relativement « jeunes » (Hu Jintao est âgé de 54 ans, Liu Ruihuan de 62 et Wei Janxing, qui serait proche de Qiao Shi, de 66). La rhétorique officielle n'hésite pas à proclamer la formation autour de Jiang de « *la 3<sup>e</sup> direction collective* » de l'histoire du parti, la première ayant été celle de Mao et la deuxième celle de Xiaoping. La simplification-mystification est flagrante par rapport à l'évolution des équipes dirigeantes du passé : quant à l'actuelle, le pari reste ouvert.

### Une dynamique tourmentée et contradictoire

Comme l'avait fait Li Peng dans son rapport à l'Assemblée au mois de mars dernier, Jiang a admis que « *des problèmes et des difficultés subsistent* » et qu' il y a eu « *des défauts et des ratés* » dont il énumère « les principaux » comme suit :

« *La qualité et l'efficacité de l'économie nationale dans son ensemble demeurent relativement faibles, la structure irrationnelle pose encore un problème assez préminent et, tout particulièrement, certaines entreprises d'État manquent de vitalité. Le style de travail du Parti et du gouvernement, la conduite sociale actuelle et la sécurité publique demeurent encore en-deça des attentes du peuple ; la corruption, l'extravagance et le gaspillage et d'autres phénomènes indésirables sont encore chose courante et connaissent même une recrudescence ; le style de travail bureaucratique, le formalisme et la tromperie constituent des sérieux problèmes. La relation entre le revenu et la distribution doit être redressée, l'inégalité du développement régional est flagrante et certains citoyens et ruraux vivent encore dans l'embarras* ». Au delà des euphémismes, le tableau est assez clair et relativise sensiblement ce qui est dit avec des tonalités triomphalistes dans le reste du rapport. Au fond, ce sont les tensions et les contradictions persistantes de la société bureaucratifiée qui émergent ici.

4) Voir à ce sujet notre essai *Il dilemma cinese*, Data News, 1994 et nos articles parues dans *Inprecor*, numéros 383, 384 et 405.

5) Alors que la caractérisation courante de l'économie chinoise est celle d'« *économie socialiste de marché* », on fait encore référence aux plans quinquennaux et à leur accomplissement avec succès.

6) Dans le rapport on lit, par exemple : « *Edifier la démocratie socialiste est un processus historique progressif ; il doit donc se faire sous la direction du Parti ; le Parti communiste est le noyau de direction du peuple de toutes les communautés ethniques de Chine* ». La partie du rapport concernant la culture a des relents assez jdanoviens.

millions de nouveaux emplois. Au delà des chiffres, dont la crédibilité est relative, c'est l'auteur du livre *The Third Eye*, Wang Shan, qui synthétise efficacement le problème : « *Si les entreprises d'État deviennent des sociétés par actions, elles ne seront plus les piliers fondamentaux du Parti communiste. Les ouvriers de l'industrie, qui avaient l'habitude de compter sur l'État, seront jetés sur le marché. La relation symbiotique entre eux et l'État sera brisée* ».

On touche ainsi au deuxième aspect de la question. Quelle sera la portée réelle de la restructuration des entreprises d'État ? Nous avons vu comment le problème est abordé par Jiang. Il est vrai qu'une société par actions peut avoir des actionnaires au statut social différent. Mais, comme *Economic Day* l'a expliqué, « *tous les actionnaires doivent avoir effectivement leur part de droits de propriété dans une entreprise collective* ». Voilà le centre du problème. Si les actions peuvent être possédées aussi bien par des collectivités que par des individus et, dans une moindre mesure, par ceux qui y travaillent, ceux qui disposent de ressources plus importantes et/ou de positions de contrôle dans les appareils politiques ou économiques, outre les investisseurs étrangers, seront inévitablement favorisés. Surgiront ainsi des embryons de plus en plus développés d'une véritable classe bourgeoise. Une telle dynamique s'est produite dans les pays où la restauration capitaliste s'est effectivement imposée. Elle est possible en Chine aussi.

Il faut ajouter que les mécanismes dits de marché déjà introduits et l'intégration croissante de la Chine dans le marché mondial ont déjà des effets concrets. Des phénomènes typiques de ce qu'on appelle une économie de marché — avec surchauffe, surproduction, oscillation boursière, spéculation sur les terrains et les propriétés immobilières — se sont déjà produits au cours des dernières années (7). L'intégration de Hong Kong, qui a été sous plusieurs angles un succès pour la Chine, risque de devenir, en partie au moins, un boomerang, comme le suggère la récente crise financière en Asie. Deng, qui pourtant, de même que ses successeurs, était un adepte de la construction du socialisme dans un seul pays, a écrit un jour que dans quelques dizaines d'années l'intégration de son pays dans le marché mondial ne pourra plus être remise en question. C'est vrai. Mais cela aura des effets inévitables et profonds sur la dyna-

mique socio-politique interne. Qui plus est, il ne faudra pas attendre des dizaines d'années pour que ces effets se produisent : des signes avant-coureurs apparaissent déjà. Quoi qu'il en soit, est-il nécessaire d'expliquer que de tels processus ne pourront se développer sous contrôle, d'une façon graduelle, mais impliqueront des ruptures, des conflits politico-sociaux majeurs ? (8)

Dans le contexte mondial, où se propagent l'incertitude et une angoisse rampante, des représentants politiques et des intellectuels des classes dominantes s'interrogent à juste titre sur l'avenir de la Chine. Nicolas Lardy, expert nord-américain, a posé la question dans ces termes : « *Est-ce que la Chine s'adaptera aux valeurs occidentales ou obligera l'occident à changer ?* » Le deuxième terme de l'alternative peut apparaître insolite comme d'ailleurs la réponse : « *Face aux puissants courants capitalistes dans l'économie globale, les deux choses vont se produire* ».

Nous ne saurions accepter une telle perspective. Toujours est-il que la Chine exercera un poids majeur dans le développement mondial des prochaines décennies. Pour utiliser une métaphore de Jeffrey Garten, jusqu'ici la Chine a été un éléphant plongeant sa trompe dans l'eau, mais qui se prépare maintenant à sauter dans la piscine (*Financial Times*, 21 octobre 1997). (9) ■

Nous n'y reviendrons pas dans cet article. Nous nous limiterons à rappeler qu'un problème crucial reste celui des grandes entreprises d'État, « *pilier de l'économie chinoise* », dont la situation s'est détériorée davantage. Selon la plupart des commentateurs ce sont justement ce problème et les solutions envisagées pour le résoudre qui ont été au centre du congrès. En fait, le congrès a relancé des projets, déjà annoncés auparavant, de fusions et restructurations avec des licenciements à la clé. Mais cette fois il semble que les dirigeants soient décidés à traduire finalement en pratique ces projets, en stimulant et « *standardisant* » des procédures de faillite, en adoptant des modes de gestion multiples avec délimitation plus stricte du rôle de l'État et en réorganisant l'État-providence.

C'est une tâche énormément difficile qui comporte deux aspects décisifs — non seulement pour le secteur concerné. Premièrement, des licenciements massifs vont se produire alors que le chômage est en train de s'accroître assez rapidement y compris dans les secteurs urbains et que le problème de la population « *excédentaire* » des campagnes ne cesse de se chiffrer à des centaines de millions. Pour donner une idée, selon le Bureau d'État des statistiques il y aurait, outre la main-d'œuvre rurale excédentaire, 15 millions de travailleurs excédentaires, soit environ 12,5 % de la population active. A Chongqing on aurait enregistré 500 000 employés excédentaires des entreprises d'État et collectives, dont seuls 150 000 auraient pu être recyclés (BI, n°33/1997). L'industrie aéronautique Avic envisagerait de licencier 150 000 travailleurs, soit 1/5e du total (*Financial Times*, 5 octobre). A Chengdu, dans les six premiers mois de 1997, 50 000 ouvriers auraient perdu leur emploi ; 21 000 en auraient trouvé un autre (*Financial Times*, 14 octobre). Selon l'économiste Bo Qiangzhong, les travailleurs excédentaires seraient de 30 à 50 millions et 130 millions dans les campagnes. Chaque année il faudrait créer 30

7) Voir des exemples indicatifs dans un article de *The Economist*, du 21 juin dernier.

8) Selon différentes sources, il y aurait eu, dans les premiers six mois de cette année, plus de 25 000 conflits ouvriers de différente portée, dont un presque insurrectionnel.

9) Dans le *Monde diplomatique* de novembre un article de Roland Lew fournit des éléments d'information et de réflexion fort intéressants. Toutefois, nous ne sommes pas d'accord avec l'auteur lorsqu'il écrit : « *la question n'est plus de savoir quelle étape du "socialisme" on construit, mais quelle forme de capitalisme (de système de marché généralisé) s'établit* ». Des tendances à la restauration opèrent incontestablement, mais les mécanismes d'accumulation fondamentaux restent non-capitalistes. Nous apprenons, par ailleurs, que l'ancien dissident Wei Jingsheng a été autorisé à s'exiler pour des raisons de santé. Il s'agit d'une mesure ponctuelle qui ne comporte aucun changement un tant soit peu important dans la nature du régime politique du pays.

# Index de l'année 1997

## Inprecor n° 409 à 419

### Afrique du Sud

Le parti communiste à la croisée des chemins	410	février
<i>Pierre Beaudet</i>		
Pourquoi un mouvement de femmes	411	mars
<i>Roseline Nyman</i>		

### Albanie

Quand les damnés de la terre deviennent un peuple en armes	412	avril
<i>Georges Mitralias</i>		
Perspectives incertaines	413	mai
<i>Nicos Yannopoulos</i>		
Le goût amer d'une victoire incomplète	416	septembre
<i>Georges Mitralias</i>		

### Algérie

La main de fer de Zeroual	409	janvier
<i>Samy Chérif</i>		
Voilà comment Fathalah a été assassiné	409	janvier
<i>Entretien avec Houssine Zahouan</i>		
Liberté d'organisation en danger	412	avril
<i>Document du PST</i>		
Panique à Alger	417	octobre
<i>Salhi Chawki</i>		

### Amérique latine

Les prisonniers	411	mars
<i>Eduardo Galeano</i>		
VII <sup>e</sup> Forum de São Paulo	416	septembre
<i>José Martínez Cruz</i>		

### Autriche

Le FPÖ néofasciste ?	411	mars
<i>Boris Jezek</i>		

### Belgique

Droit de vote aux immigrés	412	avril
<i>Vincent Scheltiens</i>		
L'actualité d'Ernest Mandel	412	avril

### Biélorussie

Le 18 Brumaire d'Alexandre Loukachenko	411	mars
<i>Vladimir Chimanovitch</i>		

### Bosnie-Herzégovine

Résultats et lendemains incertains	417	octobre
<i>Catherine SAMARY</i>		

### Brésil

Le PT au deuxième tour	409	janvier
<i>Joaquim Soriano et C. Henrique Arabe</i>		
Le chant de sirène des perroquets	409	janvier
<i>Felix Sanchez</i>		
Démocratie directe : l'expérience de Porto Alegre	409	janvier
<i>Thomas Coutrot</i>		
Et maintenant, PT ?	409	janvier
<i>Entretien avec Raul Pont</i>		
La question noire au Brésil	409	janvier
<i>Samuel Vida</i>		
Avancées et reculs du néolibéralisme	416	septembre
<i>Gustavo Codas</i>		

### Canada

Des droits pour les gays et lesbiennes	409	janvier
Les marches des femmes contre la pauvreté	411	mars
<i>Adam Novak</i>		

### Che Guevara 1967-1997

Le Che au Kivu	409	janvier
<i>Alian Mathieu</i>		
Che Guevara 1967-1997 l'étincelle qui ne s'éteint pas	415	juillet
<i>Michael Löwy</i>		
Quelques repères biographiques du Che	415	juillet
<i>Pierre Sylvain</i>		
Le Che : produit d'une révolution	415	juillet
<i>Entretien avec Fernando M. Heredia</i>		
Che Guevara de l'éthique dans le combat politique	415	juillet
<i>Janette Habel</i>		
Le Che dans le maquis africain	415	juillet
<i>Zbigniew M. Kowalewski</i>		
Le discours d'Alger	415	juillet
<i>Che Guevara</i>		
La QI, la révolution cubaine et le Che	417	octobre
<i>Livio Mainan</i>		
Quatre enquêtes autour d'une légende	417	octobre
<i>Janette Habel</i>		
Aussi connu comme le Che	417	octobre
<i>P. Ignacio Taibo II</i>		
Cuba et le Che	417	octobre
<i>Fernando M. Heredia</i>		

### Chine

Répression et manifestations en Chine	410	février
---------------------------------------	-----	---------

Les incertitudes de l'après Deng <i>Roland Lew</i>	413	mai
L'histoire dramatique du trotskysme en Chine <i>Livio Maintan</i>	413	mai
L'éléphant dans la piscine <i>Livio Maintan</i>	419	décembre
<b>Corée du Sud</b>		
A la recherche d'un nouveau miracle <i>Terry Lawless</i>	411	mars
<b>Congo (Brazzaville)</b>		
Une guerre civile qui ne cache pas ses origines <i>Jean Nanga</i>	415	juillet
<b>Cuba</b>		
Che Guevara 1967-1997 l'étincelle qui ne s'éteint pas <i>Michael Löwy</i>	415	juillet
Quelques repères biographiques du Che <i>Pierre Sylvain</i>	415	juillet
Le Che : produit d'une révolution <i>Entretien avec Fernando M. Heredia</i>	415	juillet
Che Guevara de l'éthique dans le combat politique <i>Janette Habel</i>	415	juillet
Le Che dans le maquis africain <i>Zbigniew M. Kowalewski</i>	415	juillet
Le discours d'Alger <i>Che Guevara</i>	415	juillet
La QI, la révolution cubaine et le Che <i>Livio Maintan</i>	417	octobre
Quatre enquêtes autour d'une légende <i>Janette Habel</i>	417	octobre
Aussi connu comme le Che <i>P. Ignacio Taibo II</i>	417	octobre
Cuba et le Che <i>Fernando M. Heredia</i>	417	octobre
Rencontre internationale de la jeunesse <i>Monica Gaona Romero</i>	418	novembre
<b>Danemark</b>		
Victoire électorale	419	décembre
<b>Dette</b>		
Journée CADTM du 25 janvier 1997	411	mars
L'UE contre le Sud	414	juin
<b>Economie</b>		
L'Europe du grand capital	414	juin
Le prix de l'Euro	414	juin
Comment l'Europe organise l'injustice fiscale	414	juin
« La société automobile »	414	juin
L'élargissement à l'Est de l'UE	414	juin
L'UE et la politique agricole cummune	414	juin
Avancées et reculs du néolibéralisme <i>Gustavo Codas</i>	416	septembre

## Les dossiers de l'année

<b>Brésil</b> : Et maintenant, PT ?	409	janvier
<b>Sida</b> : L'épidémie n'est pas finie	410	février
<b>Femmes</b> :		
Néolibéralisme et résistance	411	mars
<b>Europe</b> : Extrême droite, antifascisme et antiracisme	412	avril
<b>Chine</b> :		
Les incertitudes de l'après Deng	413	mai
<b>Europe</b> : Pour une Europe sociale	414	juin
<b>Che Guevara 1967-1997</b> :		
De l'éthique dans le combat politique	415	juillet
<b>Mexique</b> :		
Après la tourmente électorale	416	septembre
<b>Che Guevara 1967-1997</b>	417	octobre
<b>La révolution d'Octobre</b>	418	novembre
<b>Etat Espagnol</b> : Où va IU ?	419	décembre

L'offensive néolibérale <i>Maxime Durand</i>	416	septembre
---	-----	-----------

<b>Egypte</b>		
Mobilisations paysannes et solidarité <i>Entretien avec deux militants de gauche</i>	419	décembre

<b>Equateur</b>		
Le soulèvement arc-en-ciel <i>Fernando Lopez</i>	411	mars
La victoire confisquée <i>Lettre ouverte de Rosendo Rojas</i>	412	avril

<b>Etat espagnol</b>		
Vers une confrontation de projets dans IU <i>Jaime Pastor</i>	410	février
Où va l'ETA ? <i>Joxe Iriate « Bikila » et I. Perales</i>	418	novembre
Entretien avec Julio Anguita	419	décembre
Crise dans IU, une rupture nécessaire <i>Jaime Pastor</i>	419	décembre
Sur la crise d'IU <i>Paco Fernandez Buey</i>	419	décembre

<b>Etat d'Israël</b>		
Les provocations de Netanyahu <i>Michel WAarshawski</i>	412	avril
Du tunnel au marécage <i>Michel WAarshawski</i>	413	mai
Vers l'explosion ! <i>Michel WAarshawski</i>	416	septembre

<b>Etats-Unis</b>		
Tritérapie et profit aux Etats-Unis <i>Tavis Barr</i>	410	février
La nouvelle OTAN : instrument de la pax americana <i>Jean-Louis Michel</i>	417	octobre

## Europe

Au printemps marchons contre le chômage	410	février
Marche contre le chômage	411	mars
Naissance du syndicalisme européen	412	avril
<i>François Vercammen</i>		
L'extrême droite en Europe	412	avril
<i>Entretien avec Jean-Yves Camus</i>		
Les marches européennes contre le chômage	412	avril
<i>François Vercammen</i>		
« Leur » bataille et la nôtre	414	juin
Les traités de l'UE à la lumière de l'histoire	414	juin
L'Europe politique et ses institutions	414	juin
La voie vers une autre Europe	414	juin
Pour une Europe sociale	414	juin
Les femmes dans l'UE, une persistante inégalité	414	juin
Comment l'UE organise l'injustice fiscale	414	juin
Des services publics pour l'intérêt général	414	juin
« La société automobile »	414	juin
La crise écologique : un enjeu européen	414	juin
L'Europe de Schengen	414	juin
La menace de l'Europe militaire	414	juin
L'élargissement à l'Est de l'UE	414	juin
L'UE et la politique agricole commune	414	juin
L'UE contre le Sud	414	juin
Oui, le socialisme	414	juin
Un réseau contre le chômage	414	juin
Un sommet rétrograde et dangereux, une social-démocratie lamentable	419	décembre
<i>François Vercammen</i>		

## Europe de l'Est

L'élargissement à l'Est de l'UE	414	juin
---------------------------------	-----	------

## Femmes

Sida, pauvreté et oppression sexuelle	410	février
<i>Frank Prouhet</i>		
Femmes, néolibéralisme et résistances	411	mars
<i>Penny Duggan et Nancy Herzig</i>		
La marche des femmes contre la pauvreté	411	mars
<i>Adam Novak</i>		
Pourquoi un mouvement de femmes	411	mars
<i>Roseline Nyman</i>		
La pensée unique sexiste	411	mars
<i>Myosotis Walner</i>		
Toutes ensemble pour la paix	411	mars
<i>Sabra Martin</i>		
Assises nationales	411	mars
<i>Nadine Gèze</i>		
Assises pour les droits des femmes	412	avril
<i>Sophie MASSOURI</i>		
Les femmes dans l'UE, une persistante inégalité	414	juin
Féminsite, homosexuelle et députée	416	septembre
<i>Entretien avec Patria Jiménez</i>		

## France

13 milliards sous la pression des chômeurs	410	février
<i>Robert Crémieux</i>		
On nous parle d'espoir !	410	février

## Entretien avec Marc Nectar

La pensée unique sexiste	411	mars
<i>Myosotis Walner</i>		
La résistible ascension du F.Haine	411	mars
<i>Arnaldo Castelleras</i>		
Des intellectuels contre Debré	411	mars
<i>Entretien avec Daniel Bensaïd</i>		
La France vote contre le libéralisme	415	juillet
<i>Christian Picquet</i>		
Le gouvernement Jospin refuse d'abroger les lois racistes	416	septembre
<i>Albert Rochal</i>		
Grèves des routiers	419	décembre
<i>Dominique Mezzi</i>		

## Grande-Bretagne

La victoire de Blair	415	juillet
<i>Roland Rance</i>		

## Grands Lacs

L'espoir de surmonter le cauchemar du génocide	409	janvier
<i>Alain Mathieu</i>		
Le Che au Kivu	409	janvier
<i>Alain Mathieu</i>		
La fin du mobutisme	411	mars
<i>Alain Mathieu</i>		
Halte à l'intervention impérialiste	411	mars
<i>CEI de la QI</i>		
Toutes ensemble pour la paix	411	mars
<i>Sabra Martin</i>		
Trois ans après le génocide	412	avril
<i>Gasana Ndobu</i>		
Les femmes africaines s'engagent pour la paix et le développement	412	avril
<i>Denise Comanne</i>		
« L'Occident a de moins au moins de prise sur notre peuple »	413	mai
<i>Entretien avec Jean-Batiste Sondji</i>		
Les défis de l'Alliance	415	juillet
<i>Denise Comanne et Eric Toussaint</i>		
Le Congo après Mobutu	417	octobre
<i>Colette Braeckman</i>		
Les défis du nouveau pouvoir	417	octobre
<i>Jean Nanga</i>		
Contradictions interimpérialistes	417	octobre
<i>Eric Toussaint et Denise Comane</i>		
Le Rwanda, trois ans après le génocide	419	décembre
<i>Alain Mathieu</i>		

## Grèce

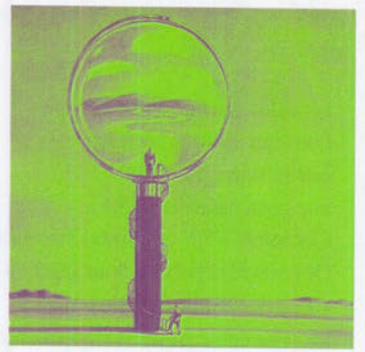
Eujeux et perspectives	412	avril
<i>Ilyas Atinoglu</i>		

## Haïti

Onu, un pied dans le plat	410	février
Impasse politique en Haïti	415	juillet
<i>Arthur Mahon</i>		

<b>Italie</b>					
Le PRC face à un choix crucial <i>Livio Maitan</i>	409	janvier	<i>Jean-Michel Krivine</i> La révolution culturelle de la révolution russe	418	novembre
Le nouveau visage de la droite <i>Salvatore Cannova</i>	412	avril	<i>Michel Lequenne</i> Révolution et contre-révolution en Russie	418	novembre
Pietro Tresso, un révolutionnaire internationaliste <i>Salvatore Cannova</i>	416	septembre	<i>David Mandel</i>		
Crise politique et virevolte du PRC <i>Livio Maitan</i>	418	novembre			
<b>Les nôtres</b>					
Mexique : Luciano Galicia	411	mars	<b>Mexique</b> Concubinage et espoir	409	janvier
Pietro Tresso, un révolutionnaire internationaliste <i>Livio Maitan</i>	416	septembre	<i>Braulio Moro</i> Question indigène	409	janvier
Bolivie : Felipe Vasquez	417	octobre	<i>Résolution du PRT</i> Le Mexique après la tourmente électorale	416	septembre
Colombie : Roberto McLean Torres	419	décembre	Le crépuscule du PRI	416	septembre
			<i>Document du PRT</i> Féministe, homosexuelle et députée	416	septembre
			<i>Entretien avec Patrai Jiménez</i> Déclaration de l'EZLN	416	septembre
			<i>Document</i> ALENA et militarisation	416	septembre
			<i>Benito Rojas</i> « Les Zapatistes restent armés »	417	octobre
			<i>Document</i> La fondation du FZLN	418	novembre
			<i>Edgard Sanchez</i>		
<b>Livres</b>					
La société en sablier, Alain Lipietz	409	janvier	<b>Nicaragua</b> Le tournant à droite des Sandinistes	413	mai
Les aveux des archives, Karel Bartosek	409	janvier	<i>César Ayala</i>		
Sans patrie ni frontières, Jan Valtin	410	février	<b>OTAN</b> Instrument de la Pax americana	417	octobre
Pour une critique de la barbarie moderne, Enzo Traverso	410	février	<i>Jean-Louis Michel</i>		
Où va le salariat, Pierre Rolle	412	avril	<b>Palestine</b> Les provocations de Netanyahu	412	avril
La monnaie en débat, Appel des économistes pour sortir de la pensée unique	412	avril	<i>Michel WAarshawski</i> Du tunnel au marécage	413	mai
La théorie de la révolution chez le jeune Marx, Michaël Löwy	413	mai	<i>Michel WAarshawski</i> Vers l'explosion !	416	septembre
L'histoire déchirée, Enzo Traverso	413	mai	<i>Michel WAarshawski</i>		
Misère du présent, André Gorz	418	novembre	<b>Pays-Bas</b> Contre sommet : la réussite	415	juillet
L'économie de la vie, Claude Meillassoux	418	novembre			
Le piège de la mondialisation, H.P Martin et H. Schumann	419	décembre	<b>Pérou</b> Les derniers guévaristes	410	février
Le temps de travail une histoire conflictuelle, Guedj et Vindt	419	novembre	<i>Ernesto Herrera</i> Déclaration du SU	415	juillet
Le temps de travail en miettes, Freyssinet	419	novembre	<i>QI</i>		
Réduction du temps de travail : Que faut-il croire ?, Chanteau et Clerc	419	novembre	<b>Quatrième Internationale</b> Halte à l'intervention impérialiste	411	mars
Réduire le temps de travail, Cette et Taddél	419	novembre	<i>CEI de la QI</i> L'actualité d'Ernest Mandel	412	avril
Pour un nouveau plein emploi, Appel des économistes pour sortir de la pensée unique	419	novembre	Les marches européennes contre le chômage	412	avril
			<i>François Vercammen</i> « Leur » bataille et la nôtre	414	juin
			Les traités de l'UE à la lumière de l'histoire	414	juin
			L'Europe politique et ses institutions	414	juin
<b>Maroc</b>					
Assassinat d'un syndicaliste	415	juillet			
Toute la vérité sur l'assassinat de Mounacir	418	novembre			
<b>Marxisme</b>					
L'actualité d'Ernest Mandel	412	avril			
Les questions d'octobre <i>Daniel Bensäid</i>	418	novembre			
Lénine : un parti pour la révolution <i>François Vercammen</i>	418	novembre			
Eujeux économique et sociaux <i>Catherine Samary</i>	418	novembre			
Il y a 60 ans : les procès de Moscou	418	novembre			

La voie vers une autre Europe	414	juin	<i>Georges Mitralias</i>		
Pour une Europe sociale	414	juin	Une bibliothèque Victor Serge à Moscou	418	novembre
Les femmes dans l'UE, une persistante inégalité	414	juin	<b>Rwanda</b>		
Comment l'UE organise l'injustice fiscale	414	juin	Toutes ensemble pour la paix	411	mars
Des services publics pour l'intérêt général	414	juin	<i>Sabra Martin</i>		
« La société automobile »	414	juin	Trois ans après le génocide	412	avril
La crise écologique : un enjeu européen	414	juin	<i>Gasana Ndoba</i>		
L'Europe de Schengen	414	juin	Les femmes africaines s'engagent pour la paix et le développement	412	avril
La menace de l'Europe militaire	414	juin	<i>Denise Comanne</i>		
L'élargissement à l'Est de l'UE	414	juin	Rwanda, trois ans après le génocide	419	décembre
L'UE et la politique agricole commune	414	juin	<i>Alain Mathieu</i>		
L'UE contre le Sud	414	juin	<b>Sénégal</b>		
Oui, le socialisme	414	juin	Victoire électorale	411	mars
Un réseau contre le chômage	414	juin	<i>Entretien avec Amadou Guiro</i>		
Déclaration du SU (Albanie, Pérou)	415	juillet	<b>Serbie</b>		
<i>SU de la Quatrième Internationale</i>			Ultimes manœuvres de Slobodan Milosevic	410	février
XIV <sup>e</sup> camp internationale de jeunes	415	juillet	<i>Catherine Samary</i>		
Une brèche dans la forteresse Europe	416	septembre	<b>Sida</b>		
<i>Penny Duggan</i>			Quel espoir ?	410	février
<b>Révolution d'octobre 1917-1997</b>			<i>Cyril Rousseau</i>		
Les questions d'octobre	418	novembre	Sida, pauvreté et oppression sexuelle	410	février
<i>Daniel Bensaid</i>			<i>Frank Prouhet</i>		
Lénine : un parti pour la révolution	418	novembre	On nous parle d'espoir !	410	février
<i>François Vercammen</i>			<i>Entretien avec Marc Nectar</i>		
Eujoux économique et sociaux	418	novembre	Le Sida et l'Afrique subsaharienne	410	février
<i>Catherine Samary</i>			<i>Lise Thiry</i>		
Il y a 60 ans : les procès de Moscou	418	novembre	Tritérapie et profit aux Etats-Unis	410	février
<i>Jean-Michel Krivine</i>			<i>Tavis Barr</i>		
La révolution culturelle de la révolution russe	418	novembre	<b>Sri Lanka</b>		
<i>Michel Lequenne</i>			Contre le FMI et la guerre	410	février
Révolution et contre-révolution en Russie	418	novembre	<i>Entretien avec Vickaramabahu Karunaratne</i>		
<i>David Mandel</i>			Des dirigeants du NSSP arrêtés	413	mai
<b>République du Congo (Zaire)</b>			<b>Suède</b>		
La fin du mobutisme	411	mars	Election chez Volvo à Göteborg	411	mars
<i>Alain Mathieu</i>			<b>Tunisie</b>		
Halte à l'intervention impérialiste	411	mars	Une dictature « ripoux »	413	mai
<i>CEI de la QI</i>			<i>Ali Ben Nadra</i>		
« L'Occident a de moins au moins de prise sur notre peuple »	413	mai	<b>Turquie</b>		
<i>Entretien avec Jean-Batiste Sondji</i>			Le coup de vieux du RP	410	février
Les défis de l'Alliance	415	juillet	<i>Entretien avec Ufak Uras</i>		
<i>Denise Comanne et Eric Toussaint</i>			Le « coup » constitutionnel	413	mai
Le Congo après Mobutu	417	octobre	<i>Erdal Tan</i>		
<i>Colette Braeckman</i>			La fin peu glorieuse du Refahyol	415	juillet
Les défis du nouveau pouvoir	417	octobre	<i>Erdal Tan</i>		
<i>Jean Nanga</i>			<b>Ukraine</b>		
Contradictions interimpérialistes	417	octobre	L'Ukraine en 1997	413	mai
<i>Eric Toussaint et Denise Comane</i>			<i>Roman Kondakov</i>		
<b>Russie</b>			Lettre d'Ukraine	419	décembre
Accumulation privée, vol et crime	413	mai	<i>Roman Kondakov</i>		
<i>David Mandel</i>					
Le 4 <sup>e</sup> congrès du PCFR	415	juillet			
<i>B. Kagarlitsky et R. Clarke</i>					
Guerre totale entre les clans ennemis	416	septembre			



H.P. MARTIN et H. SCHUMANN, *Le Piège de la mondialisation*, Solin-Actes Sud.

Un ouvrage sur l'économie, écrit par des journalistes, et qui surclasse de loin la plupart des livres d'économie parus depuis dix ans : voilà qui devrait inciter la profession des économistes à la modestie... Correspondants du *Spiegel*, le grand hebdomadaire allemand, les auteurs proposent une vision certes journalistique — donc fourmillant de détails croustillants et parfois anecdotiques — mais néanmoins fondamentalement justes, du processus de la mondialisation néo-libérale.

L'ouragan du « turbo-capitalisme » est disséqué de façon précise — la dictature des marchés financiers, les nouveaux modes de gestion néo-libérale des entreprises, l'envolée des inégalités, le projet de monnaie unique européenne... y sont analysés à travers des exemples frappants et pertinents, qui en illustrent bien les enjeux. La crise de légitimité idéologique et politique de ce nouveau régime de croissance capitaliste est son talon d'Achille : le cynisme des vainqueurs de la mondialisation — « *the winner takes all* », le gagnant ramasse tout — n'est pas présentable devant les électeurs. Evidemment on pourra toujours contester certaines des « 10 idées contre la société des deux-dixièmes » proposées en conclusion : vouloir faire de « l'euro une monnaie dominante » à l'échelle mondiale, en en laissant la gestion à une banque centrale monétariste et indépendante, serait incompatible avec les autres propositions, sur la taxe Tobin ou la réforme fiscale ; et surtout « l'oubli » de la réduction du temps de travail à l'échelle européenne, montre le chemin qui reste à faire pour formuler des propositions cohérentes contre le néo-libéralisme en Europe.

Michel Dupont

GUEDJ et VINDT, *Le temps de travail, une histoire conflictuelle*, Syros, 1997.

Les livres sur l'emploi et la réduction du temps de travail se multiplient. Pour un historique des luttes sur la durée du travail, on consultera avec profit Guedj et Vindt. On trouvera chez Freyssinet une minutieuse mise en perspective des négociations et des politiques concrètes menées depuis vingt ans en France. Chanteau et Clerc offrent une synthèse des études et propositions récentes et donnent la parole à divers faiseurs d'objections, enfin Cette et Taddéi proposent un livre-dossier passant notamment en revue la situation comparée des divers pays européens.

FREYSSINET, *Le Temps de travail en miettes*, Editions de l'Atelier, 1997.

## Pour un nouveau plein emploi

Mais s'il ne fallait choisir qu'une référence, c'est certainement au livre de « l'Appel des économistes », qu'irait la préférence. Cet ouvrage est le fruit d'une journée d'études et rassemble plusieurs contributions. Après une synthèse introductive de Hoang-Ngoc, le très actif président de cette association hétérodoxe, on lira avec profit le texte de Thomas Coutrot sur la réduction du temps de travail. Écrit avant la conférence sur l'emploi d'octobre, il ne perd rien de son actualité, et éclaire bien les enjeux de la situation actuelle en montrant comment les fortes résistances patronales s'appuient sur un projet où la réduction du temps de travail n'a de sens que comme (menue) monnaie d'échange de la régression sociale.

CHANTEAU et CLERC, *Réduction du temps de travail : que faut-il croire ?*, Syros, 1997.

CETTE et TADDÉI, *Réduire la durée du travail : de la théorie à la pratique*, Livre de Poche, 1997.

Pour construire une alternative, il faut d'abord éviter de se laisser entraîner sur des chemins de traverse ou sur ceux de l'enfer, même s'ils sont « pavés de bonnes intentions », comme le dit Christophe Ramaux. Ce dernier montre, grâce à une analyse serrée des discours, les dangers de la notion assez creuse de pleine activité, opposée au plein emploi. Il égratigne avec talent le livre de Rifkin sur « *la fin du travail* » et passe au peigne fin les propositions ambiguës du rapport Boissonnat où avait été lancée l'idée d'un contrat d'activité destiné à remplacer le contrat de travail.

Appel des économistes pour sortir de la pensée unique, *Pour un nouveau plein emploi*, Syros, 1997.

Parmi les autres contributions à cet ouvrage, celle de Philippe Zarifian est un plaidoyer tonique pour la semaine de quatre jours qui permettrait de modifier simultanément le temps au travail et le temps hors travail. Gadrey milite quant à lui pour une autre articulation, entre croissance et partage, tandis que Florence Lefresne livre un diagnostic incisif, mais balancé, des politiques d'emploi. Bref, la tonalité de cet ouvrage est bien ajustée et se situe dans la veine d'un réalisme radical qui vise, pour reprendre la formule de Thomas Coutrot, à amorcer une « *dialectique de l'utopie et de la rigueur* ».

Maxime Durand